

Institut Régional de Développement Nord Pas de Calais

RAPPORT FINANCIER **Au 30 Juin 2009**

I. BILAN CONSOLIDE Norme IFRS
En milliers d'euros

ACTIF en K€	30/06/2009	31/12/2008
Ecart d'acquisition	1 622	1 711
Autres Immobilisations incorporelles	574	584
Immeubles de placement	78 936	52 591
Autres Immobilisations corporelles	30 482	44 134
Titres évalués par mise en équivalence	2 911	2 897
Actifs financiers évalués à la juste valeur	58 190	54 197
Impôts non courants	873	263
Autres actifs non courants	2 715	1 833
ACTIF NON COURANT	176 302	158 211
Stock, produits et services en cours	1 476	1 478
Clients et comptes rattachés	4 222	3 146
Autres actifs courants	7 143	10 796
Actifs destinés à être cédés	2 179	332
Trésorerie et équivalent de trésorerie	35 411	41 892
ACTIF COURANT	50 431	57 644
TOTAL ACTIF	226 733	215 855

PASSIF en K€	30/06/2009	31/12/2008
Capital souscrit	44 275	44 275
Primes d'émission	13 081	13 081
Réserves	17 711	16 107
Résultat	1 334	3 662
Capitaux propres - Part Groupe	76 402	77 125
Intérêts HG - Réserves de consolidation	38 154	36 284
Intérêts HG - Résultat	158	859
Capitaux Propres	114 713	114 269
Emprunts long-terme	84 434	77 137
Provisions non courantes	733	895
Impôts non courants	3 769	2 503
Autres passifs non courants	3 958	258
Passif non courant	92 893	80 793
Fournisseurs et comptes rattachés	1 864	5 316
Dettes financières courantes	6 485	7 470
Provisions (courant)	26	16
Passifs destinés à être cédés	0	0
Autres passifs courants	10 752	7 993
Passif Courant	19 126	20 794
TOTAL PASSIF	226 733	215 855

II. COMPTE DE RESULTAT Norme IFRS

En milliers d'euros

Compte de Résultat (en milliers d'Euros)	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Chiffre d'affaires	6 924	13 512	6 868
Résultat de l'activité de portefeuille	3 978	9 641	6 877
TOTAL PRODUITS OPERATIONNELS	10 902	23 153	13 745
Autres achats et charges externes	-3 145	-5 579	-2 669
Charges de personnel	-4 349	-8 647	-4 651
Impôts, taxes et versements assimilés	-578	-1 253	-665
Dotations aux amortissements et aux provisions	-95	-280	-1 817
Autres produits et charges opérationnels	570	1 140	-242
TOTAL CHARGES OPERATIONNELLES	-7 598	-14 620	-10 045
RESULTAT OPERATIONNEL	3 305	8 533	3 700
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	407	-350	479
Coût de l'endettement financier brut	-1 319	-2 944	-1 072
Coûts financiers nets	-912	-3 294	-593
RESULTAT COURANT	2 392	5 238	3 107
Impôts	-911	-770	-989
Résultat des activités destinées à être cédées	0	0	0
Part dans le résultat net des MEE	11	53	14
Résultat net d'ensemble consolidé	1 492	4 521	2 132
Intérêts minoritaires	158	859	850
RESULTAT NET	1 334	3 662	1 282

III. RESULTAT GLOBAL

En milliers d'euros

Compte de Résultat Global (en milliers d'Euros)	COMPTE DE RESULTAT	IMPACT CAPITAUX PROPRES	RESULTAT GLOBAL
RESULTAT GROUPE	1 334	-257	1 077
Intérêts minoritaires	158	128	286
RESULTAT CONSOLIDE	1 492	-129	1 363

IV. TABLEAU DE VARIATION DE LA TRESORERIE

Tableau de flux de trésorerie en K€	30/06/2009	31/12/2008	30/06/2008
Résultat net des sociétés intégrées	1 481	4 468	2 118
Amortissements et Provisions	1 709	-326	-601
Charge d'impôt	911	770	989
Produits de placements (Dividendes et intérêts)	-373	-647	-391
Charges financières	1 694	2 948	1 074
Plus ou moins values de cession d'immobilisations	-777	9	82
Impact variation des juste valeurs	-4 547	-8 400	-3 664
Marge brute d'autofinancement	99	-1 179	-394
Variations du BFR	-3 019	192	7 016
Intérêts payés	-1 693	-2 935	-1 074
Impôts sur le résultat payés	-44	-352	-148
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (A)	-4 657	-4 273	5 399
Acquisition ou augmentation de l'actif immobilisé	-20 487	-54 539	-23 503
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé	5 428	13 963	3 187
Incidence des variations de périmètre	45	1 539	9 158
Dividendes reçus	272	389	326
Intérêts encaissés	101	245	66
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (B)	-14 641	-38 403	-10 766
Augmentation de capital de la société mère	0	220	-1
Var. des intérêts minoritaires sur aug. de capital	2 949	8 466	994
Variation actions propres	-59	-102	0
Dividendes versés	-116	-3 022	-3 077
Emissions d'emprunts	24 595	54 552	32 994
Diminution des dettes financières	-14 740	-3 039	-1 310
TOTAL DES FLUX DE FINANCEMENT (C)	12 630	57 075	29 599
Trésorerie ouverture	41 857	27 457	27 457
Variation de juste valeur de trésorerie			
Trésorerie des actifs destinés à être cédés			
Trésorerie clôture	35 189	41 857	51 689
Variation de trésorerie courante	-6 668	14 400	24 232

V. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros

Variation de capitaux propres	capital	Prime	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultats non distribués	Total groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2007	44 275	13 081	-278	12 860	0	4 743	74 681	20 665	95 346
Résultat de la période	0	0	0	0	0	3 662	3 662	859	4 521
Affectation résultat	0	0	0	4 743	0	-4 743	0	0	0
Augmentation de capital	0	0	0	220	0	0	220	12 815	13 035
Distribution de dividendes	0	0	0	-2 473	0	0	-2 473	-610	-3 083
Variation de périmètre	0	0	0	-248	0	0	-248	3 343	3 095
Autres mouvements	0	0	-102	1 384	0	0	1 282	72	1 354
Capitaux propres au 31/12/2008	44 275	13 081	-380	16 486	0	3 662	77 124	37 144	114 268
Résultat de la période	0	0	0	0	0	1 334	1 334	158	1 492
Affectation résultat	0	0	94	3 568	0	-3 662	0	0	0
Variation JV des instruments financiers	0	0	0	-67	0	0	-67	-51	-118
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Distribution de dividendes	0	0	0	-1 742	0	0	-1 742	-116	-1 858
Variation de périmètre	0	0	0	-190	0	0	-190	1 178	988
Autres mouvements	0	0	-59	0	0	0	-59	0	-59
Capitaux propres au 30/06/09	44 275	13 081	-345	18 055	0	1 334	76 400	38 313	114 713

A- ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

30 Juin 2009

1. PRESENTATION DU GROUPE

L'INSTITUT REGIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION NORD PAS DE CALAIS (ci après désigné par I.R.D. NORD PAS DE CALAIS) est une Société Anonyme à conseil d'administration au capital de 44 274 913.25 euros. Son siège social est situé dans l'immeuble EURALLIANCE, 2 avenue de Kaarst 59777 EURALILLE.

La vocation de l'I.R.D NORD PAS DE CALAIS est d'accompagner la création, le développement, les projets immobiliers, la transmission des PME-PMI du Nord Pas de Calais, de contribuer au développement économique régional, de favoriser la dynamique des territoires et offrir une gamme complète de solutions financières et de conseils pour accompagner les entreprises dans leur croissance.

Les activités du groupe s'articulent autour de 4 pôles : le capital développement, l'immobilier, l'intermédiation (transmission, transactions immobilières) et le conseil.

Société inscrite sur Euronext Paris, compartiment C (Isin FR0000124232), l'I.R.D. NORD PAS DE CALAIS établit ses comptes consolidés selon les différentes normes IFRS et IAS qui lui sont applicables. Ces différentes normes sont présentées ci-après, poste par poste, l'IRD assurant le statut de société mère consolidante de l'ensemble du groupe.

Les comptes consolidés au 30/06/2009 tels que présentés ci-dessous ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de l'IRD en date du 23/09/2009 et sont exprimés en milliers d'euros.

1.1 Faits marquants du premier semestre 2009

- Livraison de l'immeuble BAYER, situé sur la Zone Eurasanté de Loos pour une superficie de 11.700 m², porté par la SCI de l'Officine. L'immeuble a été livré et mis en location en Avril 2009.
- Cession de 100% des titres de la SCI de l'Officine par la société BATIXIS à la société AVENIR ET TERRITOIRES.
- Souscription par la société AVENIR ET TERRITOIRES de 4 emprunts bancaires pour un montant total de 18.5 M€ afin de financer les biens immobiliers sous-jacents.
- Cession de 6 logements et signature de 8 compromis de vente de logements d'habitation au sein des sociétés immobilières de logement. Réception dans le même temps de 14 logements acquis en VEFA, par la société FORELOG.
- Libération du deuxième tiers de l'augmentation de capital de CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS pour 4.4 M€
- Mise en place de SWAP de couverture à taux fixe sur une partie des emprunts à taux variable (25.6 M€), sur une durée de 7 ans .Les sociétés concernées sont IRD, AVENIR ET TERRITOIRES, BATIXIS, OFFICINE.

1.2 Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés sont établis en euros sur la base des comptes sociaux au 30/06/2009 des sociétés intégrées.

Les informations financières reprises dans les présents comptes ont été préparées conformément aux normes et interprétations IFRS applicables au Groupe I.R.D. NORD PAS DE CALAIS au 30 juin 2009. Les éléments financiers sont présentés en milliers d'euros (K€) arrondis à l'unité la plus proche sauf indication contraire. La base de préparation des informations financières décrites dans les notes suivantes ainsi que dans le cadre du bilan et compte de résultat résulte :

- des normes et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire aux comptes ouverts à compter du 01/01/2008 conformément au référentiel adopté dans l'Union Européenne.
- des options retenues et des exemptions utilisées qui sont celles que le Groupe a retenu depuis l'établissement de ses premiers comptes consolidés IFRS au 31/12/2004.

Référentiel IFRS appliqué

L'application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » a un impact en termes de présentations des états financiers. En effet, nous trouverons un état du résultat global regroupant le résultat de l'exercice et les autres produits et autres charges enregistrés directement dans les capitaux propres.

La norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009 n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés.

La norme IAS 23 « Coûts d'emprunts » amendée, qui rend obligatoire l'incorporation des coûts d'emprunts au prix de revient des actifs qualifiables était déjà appliquée au 31/12/08 dans les comptes consolidés notamment pour les VEFA FORELOG, et les constructions des sièges Bayer et Norpac sous l'OFFICINE et AVENIR ET TERRITOIRES.

Les autres normes et interprétations qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2009 ne trouvent pas à s'appliquer dans le groupe ou n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés du groupe. Il s'agit de :

- L'interprétation IFRIC 14-IAS 19 concernant le plafonnement des actifs de couverture des engagements sociaux ;
- L'interprétation IFRIC 11-IFRS 2 sur les actions propres et les transactions intra-groupe ;
- L'amendement relatif aux reclassements d'actifs financiers IAS 39 et IFRS 7 ;
- La norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » amendée, relative aux conditions d'acquisition des droits et annulations ;
- L'interprétation IFRIC 13 « Programme de fidélité client »
- L'interprétation IFRIC 14 « Plafonnement de l'actif au titres des régimes à prestations définies, exigences de financement minimal et leur interaction »
- L'interprétation IFRIC 15 « Accord pour la construction d'un bien immobilier » (non adoptée encore par l'Union européenne »

1.2.1 Périmètre

Les comptes consolidés d'I.R.D. NORD PAS DE CALAIS au 30 juin 2009 reprennent les comptes des sociétés suivantes (classement par ordre alphabétique) :

Société	Siège social	n° RCS
ADER	2 rue Villermaux MEDIAPARC 54000 NANCY	Nancy 501 611 917
ALLIANSYS (NORD CREATION)	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 377 594 601
ANTFIELD	78 Boulevard du General Leclerc - 59100 ROUBAIX	Roubaix-Tourcoing 481 775 286
ARTOIS EXPANSION	Créartois, rue Kepler 62223 SAINT LAURENT BLANGY	Arras 502 366 883
AVENIR & TERRITOIRES	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 508 242 112
BATIXIA	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 444 039 671
BATIXIS	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 433 878 154
CIE METROPOLITAINE D'INVESTISSEMENT	40 rue Eugène Jacquet - 59700 MARCQ EN BAROEUL	Roubaix-Tourcoing B 353 720 667
CONSTRUIRE DEMAIN	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 504 404 674
COTE OPALE EXPANSION	512 avenue de l'université - 59140 DUNKERQUE	Dunkerque B 501 708 051
CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 381 937 382
EPARGNANCE	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 491 370 219
FLANDRE EXPANSION	1 rue de Strasbourg - 59280 ARMENTIERES	Lille B 499 314 698
FONCIERE DE LA PILATERIE	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 504 097 601
FORELOG	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille B 493 224 240
IDEF	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille B 494 774 516
IMMOBILIERE DE LA FILATURE DU SARTEL	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 509 343 869
IRD	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille B 456 504 877
MAP HOLDING	78 Boulevard du General Leclerc - 59100 ROUBAIX	Roubaix-Tourcoing 433 996 097 Roubaix-Tourcoing B 347 592
MARKET AUDIT	78 Boulevard du General Leclerc - 59100 ROUBAIX	818
MARKET IN WEB – RÉSONÉGO	78 Boulevard du General Leclerc - 59100 ROUBAIX	Lille 491 372 512
MILLEPERTUIS	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 322 451 337
NORD TRANSMISSION	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille B 433 683 877
RESALLIANCE CONSEIL	29 rue Blanche - 75009 PARIS	Paris B 432 791 531
RESALLIANCE ET ASSOCIES	29 rue Blanche - 75009 PARIS	Paris B 410 082 739
RPC ET ASSOCIES	5 Boulevard Gabriel Guist Hau - 44000 NANTES	Nantes B 489 871 269
RPC ET ASSOCIES EST	2 rue Villermaux MEDIAPARC 54000 NANCY	Nancy 499 401 230
SAINT OMER EXPANSION	16 place Victor Hugo - 62500 SAINT OMER	Saint Omer B 498 598 507 Avesnes sur Helpes B 382 490
SAMBRE AVESNOIS EXPANSION	13 avenue de Ferriere - 59600 MAUBEUGE	811
SCI BUET DE VENDEVILLE	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille D 421 771 676
SCI GMA	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Roubaix - Tourcoing D 352 157

SCI MARCQ DELCENSERIE	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	408 Lille 411 590 664 Roubaix - Tourcoing D 423 149 665
SCI MARCQ HIPPODROME	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille D 421 760 554
SCI MARCQ POIVRE	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Lille 499 398 587
SCI DE L'OFFICINE	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Roubaix - Tourcoing D 335 148 243
SCIGI	40 rue Eugène Jacquet - 59700 MARCQ EN BAROEUL	Lille B 433 794 716
SOREX IMMO	2 avenue de Kaarst - 59000 LILLE	Roubaix-Tourcoing B 393 404 199
TOUS TERRAINS ASSOCIES	78 Boulevard du General Leclerc - 59100 ROUBAIX	

1.2.2 Evolution du périmètre

1.2.2.1 Acquisition ou création du 1^{er} semestre 2009

Aucune acquisition ou création d'entreprises n'ont eu lieu lors de ce semestre.

1.2.2.2 Cession ou dé-consolidation

Aucune cession n'a eu lieu lors de ce semestre.

1.2.2.3 Modification significative des taux de participation

- Augmentation de capital d'AVENIR & TERRITOIRES faisant passer le taux de détention de l'IRD NORD – PAS DE CALAIS de 91,96 % à 75,04 %.
- La SCI de l'OFFICINE, auparavant détenue par BATIXIS, a été cédée à AVENIR & TERRITOIRES faisant passer le taux de détention de l'IRD NORD – PAS DE CALAIS de 98,63 % à 75,04 %.

1.3 Méthode de consolidation

1.3.1 Principes

Général

Toutes les sociétés dans lesquelles le groupe détient, directement ou indirectement, un minimum de participation de 20 % sont consolidées, dans la mesure où la contribution de la société au chiffre d'affaires, au résultat et aux capitaux propres de groupe consolidé est significative et dans lesquelles on détient un pouvoir décisionnaire. Selon l'IAS 27, la définition du contrôle est de « pouvoir contrôler les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ces activités ». Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Les normes IFRS (IAS 31.1 concernant le contrôle conjoint, IAS 28.1 concernant l'influence notable) autorisent les entreprises de capital risque ou autres entreprises similaires d'exclure de leur périmètre de consolidation leurs participations qui relèvent alors de la catégorie des « titres immobilisés de l'activité de portefeuille » (TIAP). Ces titres, non consolidés, sont repris dans la catégorie « Instruments financiers évalués à la juste valeur par leur compte de résultat ».

Exclusions :

Restrictions sévères et durables sur les transferts de fonds vers l'entreprise consolidante

Compte tenu des particularités juridiques des SA d'HLM en matière de transfert de trésorerie et de patrimoine, et conformément à l'avis n°2001-E du CNC du 04/07/2001 concernant les sociétés visées par des restrictions sévères et durables et en application de la norme IAS 27 en l'état actuel de sa rédaction et de son interprétation, les filiales de CMI étant toutes sociétés d'HLM n'ont pas été intégrées dans le périmètre de consolidation. En effet, l'entreprise consolidante ne peut pas appréhender le patrimoine d'une SA d'HLM quand bien même elle pourrait, dans certains cas, bénéficier partiellement ou totalement des résultats de la filiale.

Participations contrôlées ou sous influence notable détenues par les organismes de capital risques, des fonds de placement, des trusts ou des entités similaires.

Par ailleurs, le groupe IRD NORD PAS DE CALAIS exploite une activité de capital développement au travers de ses filiales CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS, ALLIANSYS, IDEF, SAMBRE AVESNOIS EXPANSION, FLANDRE EXPANSION, COTE OPALE EXPANSION, SAINT-OMER EXPANSION, ADER, ARTOIS EXPANSION, CONSTRUIRE DEMAIN. Ces sociétés ont pour objet la structuration financière de haut de bilan de sociétés dans lesquelles elles prennent des participations. Les titres acquis dans ce cadre n'ayant pas pour vocation de demeurer durablement à l'actif et le groupe IRD NORD PAS DE CALAIS n'intervenant pas dans la gestion de ces participations, celles-ci sont considérées comme relevant de l'activité de portefeuille et les titres associés sont analysés en tant que « Titres Immobilisés de l'Activité de Portefeuille » (TIAP). Ces titres font l'objet d'une évaluation en « juste valeur » (voir § 2.7 ci-après)

Dans le même esprit, le groupe IRD NORD PAS DE CALAIS a développé une activité de capital développement appliquée à l'immobilier au travers des sociétés BATIXIS et BATIXIA dont les participations au travers de SCI présentent également un caractère de TIAP et sont valorisées conformément aux principes présentés en § 2.4.1

Les autres sociétés exclues des traitements de consolidation présentent soit des pourcentages de contrôle inférieur à 20%, soit un mode de fonctionnement de type coopératif ne permettant pas d'en assurer le contrôle ou encore des montants non significatifs.

1.3.2 Entités consolidées

Entités	30-juin-09			31-déc-08		
	% Contrôle	% d'intérêts	Mode de consolidation	% Contrôle	% d'intérêts	Mode de consolidation
IRD	100,00%	100,00%	société mère	100,00%	100,00%	société mère
ADER	33,33%	19,12%	MEE	35,71%	20,49%	MEE
ALLIANSYS - NORD CREATION	67,84%	38,92%	IG	67,84%	38,92%	IG
ANTFIELD	100,00%	94,90%	IG	100,00%	94,90%	IG
ARTOIS EXPANSION	87,50%	87,50%	IG	87,50%	87,50%	IG
AVENIR & TERRITOIRES	76,09%	75,04%	IG	93,24%	91,96%	IG
BATIXIA	18,00%	17,75%	MEE	18,00%	17,75%	MEE
BATIXIS	100,00%	98,63%	IG	100,00%	98,63%	IG
CIE METROPOLITAINE D'INVESTISSEMENT	98,53%	98,53%	IG	98,53%	98,53%	IG
CONSTRUIRE DEMAIN	55,00%	31,55%	IG	55,00%	31,55%	IG
COTE OPALE EXPANSION	54,61%	31,33%	IG	54,61%	31,33%	IG
CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS	57,37%	57,37%	IG	57,37%	57,37%	IG
EPARGNANCE	21,47%	21,47%	IG	21,47%	21,47%	IG
FLANDRE EXPANSION	57,59%	33,04%	IG	57,59%	33,04%	IG
FONCIERE DE LA PILATERIE	100,00%	98,63%	IG	100,00%	98,63%	IG
FORELOG	80,00%	79,93%	IG	80,00%	79,93%	IG
IDEF	35,00%	35,00%	IG	35,00%	35,00%	IG
IMMOBILIERE DE LA FILATURE DU SARTEL	100,00%	98,63%	IG	100,00%	98,63%	IG
MAP HOLDING	100,00%	94,90%	IG	100,00%	94,90%	IG
MARKET AUDIT	100,00%	94,90%	IG	100,00%	94,90%	IG
MARKET IN WEB / RESONEGO	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
MILLEPERTUIS	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
NORD TRANSMISSION	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG

Entités consolidées (suite)

Entités	30-juin-09			31-déc-08		
	% Contrôle	% d'intérêts	Mode de consolidation	% Contrôle	% d'intérêts	Mode de consolidation
RESALLIANCE CONSEIL	94,90%	94,90%	IG	94,90%	94,90%	IG
RESALLIANCE ET ASSOCIES	84,98%	84,98%	IG	84,98%	84,98%	IG
RPC ET ASSOCIES	76,00%	76,00%	IG	76,00%	76,00%	IG
RPC ET ASSOCIES EST	70,00%	70,00%	IG	70,00%	70,00%	IG
SAINT OMER EXPANSION	50,91%	29,21%	IG	50,91%	29,21%	IG
SAMBRE AVESNOIS EXPANSION	70,02%	40,17%	IG	70,02%	40,17%	IG
SCI BUET DE VENDEVILLE	99,99%	79,92%	IG	99,99%	79,92%	IG
SCI GMA	100,00%	79,92%	IG	100,00%	79,92%	IG
SCI MARCQ DELCENSERIE	99,99%	79,92%	IG	99,99%	79,92%	IG
SCI MARCQ HIPPODROME	99,99%	79,92%	IG	99,99%	79,92%	IG
SCI MARCQ POIVRE	99,99%	79,92%	IG	99,99%	79,92%	IG
SCI DE L'OFFICINE	100,00%	75,04%	IG	100,00%	98,63%	IG
SCIGI	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SOREX IMMO	75,00%	75,00%	IG	75,00%	75,00%	IG
TOUS TERRAINS ASSOCIES	100,00%	94,90%	IG	100,00%	94,90%	IG

IG:

IP:

MEE:

Intégration globale
Intégration
proportionnelle
Mise En Equivalence

1.3.3 Entités non consolidées :

Liste des entreprises exclues du périmètre de consolidation :

Entités	détenues par	% Contrôle	% d'intérêts	Commentaire
FINANSDER	IRD	5,38%	5,38%	% contrôle < 20%
FOND DE GARANTIE REGIONAL	IRD	2,25%	2,25%	% contrôle < 20%
OSEO / BDPME	IRD	0,04%	0,04%	% contrôle < 20%
OSEO GARANTIE	IRD	0,19%	0,19%	% contrôle < 20%
NORD FINANCEMENT	IRD	27,25%	27,25%	relève du statut COOPERATIVE => absence de contrôle
HAINAUT IMMOBILIER	IRD	9,64%	9,64%	% contrôle < 20%, traité en TIAP
CATHAY FCAPITAL PRIVATE EQUITY	IRD & CROISSANCE	5,00%	5,00%	% contrôle < 20%, traité en TIAP
GENERATION 2020	IRD	4,19%	4,19%	% contrôle < 20%
INOVAM	CROISSANCE NPDC & ALLIANSYS NORD CREATION	20,49%	9,59%	Aucun pouvoir décisionnaire
ROBERTSAU	IRD	1,70%	1,70%	% contrôle < 20%
TIAP	CROISSANCE NPDC			relève de l'activité de portefeuille évalué en juste valeur voir § 2,7
TIAP	NORD CREATION			relève de l'activité de portefeuille évalué en juste valeur voir § 2,7
TIAP SCI	BATIXIS			relève de l'activité de portefeuille évalué en juste valeur voir § 2,7
TIAP SCI	BATIXIA			relève de l'activité de portefeuille évalué en juste valeur voir § 2,7
SLE HABITAT	CMI	78,51%	78,51%	SA d'HLM
MAISON ROUBAISIEENNE	CMI	21,36%	21,36%	SA d'HLM
LOGIS DE FLANDRE	CMI	81,88%	81,88%	SA d'HLM
LOGICIL	CMI	65,58%	65,58%	SA d'HLM
FONCIERE DE FLANDRE	CMI	10,00%	10,00%	SA d'HLM
NORD MOBILITE	CMI	0,01%	0,01%	SA d'HLM
CAPCIL	CMI	1,08%	1,08%	SA d'HLM
DU PILE	CMI	0,14%	0,14%	SA d'HLM
SOLFERINO DEMAZIERE	CMI	0,03%	0,03%	SA d'HLM
SCI BUREAUX DU SART	CMI	0,02%	0,02%	SA d'HLM

2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Autocontrôle

En application des normes IFRS relatives aux actions d'autocontrôle, le montant des actions de la société I.R.D. NORD PAS DE CALAIS détenues par le groupe est imputé directement sur le montant des capitaux propres. Il en va de même des provisions ou de toutes variations constatées sur ces titres. Les résultats de cession réalisés sur ces titres sont exclus du résultat net et sont imputés en capitaux propres.

La société I.R.D. NORD PAS DE CALAIS détient au 30/06/2009 de manière directe 16 282 actions d'autocontrôle pour une valeur brute de 399 K€ et une valeur nette de 303 K€, la valeur nette retenue à la clôture correspondant au dernier cours de bourse.

2.2 Goodwill

Des écarts d'acquisition ont été enregistrés pour la première fois dans les comptes consolidés arrêtés au 31/12/2006 suite à l'intégration de RESALLIANCE CONSEIL et de RESALLIANCE FINANCES et leurs filiales ; ils résultent de la différence entre la valeur d'acquisition des titres et la part détenue dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis.

Un test de dépréciation (également appelé impairment test) est effectué à chaque arrêté de comptes. Ce test est appliqué dès lors qu'il existe des facteurs significatifs de perte de valeur correspondant notamment à une baisse de marge brute de plus de 10% sur 2 années consécutives. Dès lors, la valorisation de chaque sous groupe est ré-estimée sur la base des principes ayant prévalu lors de l'apport de juin 2006 ou toute autre valorisation plus récente si elle existe. Pour ce calcul, il est fait référence aux données (chiffres d'affaires, marge brute, résultat courant) de l'exercice en cours, de l'exercice antérieur et des éléments prévisionnels de l'exercice à venir.

Pour le cas où la valorisation ainsi obtenue viendrait à être inférieure de manière durable à celle enregistrée lors de l'apport, une dépréciation est constatée dans les comptes consolidés.

2.3 Autres Immobilisations incorporelles

Ce poste comprend essentiellement des logiciels et les fonds de commerce historiquement détenus par les autres filiales du groupe. Ces éléments sont retenus pour leur valeur nette comptable telle qu'elle résulte des comptes sociaux.

La durée d'amortissement retenue pour les logiciels est de 3 ans dans la majorité des cas, cette durée étant représentative de la durée estimée d'utilisation.

Une durée plus longue peut toutefois être appliquée pour des logiciels spécifiques ayant un caractère « structurant », c'est notamment le cas du logiciel utilisé par la société MARKET IN WEB / RESONEGO qui se trouve amorti sur 5 ans.

Les fonds de commerce ne font pas l'objet d'un amortissement, ils font l'objet d'une provision lorsque leur valeur recouvrable devient inférieure à leur valeur comptable.

2.4 Immobilisations corporelles

2.4.1.A Immeubles de placement et immeubles d'exploitation

Immeubles de placements

Les actifs immobiliers concernés sont « des biens immobiliers... détenus par un propriétaire ...pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux ... ». Ces biens ne sont pas utilisés à des fins administratives ou pour la fourniture de biens et/ou de services internes au groupe.

Les immeubles concernés sont détenus par les filiales immobilières BATIXIS, SCIGI, BATIXIA, FORELOG, les SCI GMA, SCI MARCQ POIVRE, SCI MARCQ DELCENSERIE, SCI BUET VENDEVILLE, SCI MARCQ HIPPODROME, AVENIR & TERRITOIRES et OFFICINE.

Dans les comptes consolidés au 30/06/2009, les immeubles de placement ont fait l'objet d'une évaluation financière - conformément aux principes d'IAS 40 - sur les bases décrites ci-après :

- a) **BATIXIS – BATIXIA- AVENIR ET TERRITOIRES ET OFFICINE** : La valorisation financière se fait par application d'un taux de capitalisation sur le montant d'un loyer annuel récurrent. Le taux retenu se compose de 3 éléments :
- Un facteur représentatif du taux du marché financier : la moyenne du TME des 5 dernières années (3,99 % au 30/06/2009)
 - Un facteur représentatif du rendement minimum attendu par le marché immobilier :
 - Immeubles de commerce : 1,40 %
 - Immeubles de bureaux : 1,60 %
 - Immeubles de logistique : 2,55 %Ces taux sont établis par référence avec les publications de l'IPD et sont revus tous les semestres en fonction de la variation de l'indice.
 - Un facteur propre à l'actif immobilier tenant compte de ses caractéristiques intrinsèques. Ainsi chaque immeuble fait l'objet d'une appréciation sur la base de 4 critères : l'emplacement, la fongibilité, la capacité du bien à se valoriser dans le temps, le risque preneur. Les notations en résultant génèrent un taux de rendement additionnel attendu propre au bien immobilier, ce taux peut varier de 0,40 % à 8,90 %.

- Il est ensuite appliqué un coefficient de vétusté sur la valeur ainsi obtenue afin de tenir compte du vieillissement du bien et de la nécessité d'engager à terme des travaux importants d'entretien et de réparation. Ce coefficient représente 1% de la valeur brute en construction et agencements par année d'ancienneté.
- En cas de vacance locative, une réfaction de 20 % est appliquée sur la valeur ainsi calculée en cas de vacance supérieure à 12 mois, ce taux passe à 40 % en cas de vacance locative supérieure à 24 mois.
- Enfin, par prudence, il est appliqué un plafonnement aux montants ainsi calculés en limitant le loyer servant de base aux calculs à 3,5 fois le TME moyen des 5 dernières années appliqué à la valeur brute comptable.
- Dans les 12 mois d'acquisition ou de réception d'un immeuble, celui-ci est maintenu durant cette période à sa valeur d'origine.
- Par ailleurs, dès lors qu'un bien a fait l'objet d'une évaluation immobilière, cette dernière prévaut sur toute autre approche dans les 12 mois de sa réalisation.

b) **FORELOG – SCI MARCQ HIPPODROME, GMA, POIVRE, DELCENSERIE, BUET VENDEVILLE**

Depuis 2008, il a été appliqué la méthode de valorisation similaire avec les principes exposés ci-avant et adapté à l'habitat locatif savoir :

- une valorisation financière est établie logement par logement sur la base du dernier loyer connu auquel est appliquée un taux de capitalisation. Ce taux se compose de trois éléments :
 - le TME moyen des 5 dernières années pour faire référence au marché financier (3,99 % au 30/06/2009)
 - le coefficient représentatif du taux minimum attendu par le marché immobilier soit 0,49 % (0,50 % au 31/12/2008). Ce coefficient est revu tous les semestres en fonction de la variation de l'indice IPD propre au logement.
 - Un facteur propre à l'actif immobilier tenant compte de ses caractéristiques intrinsèques. Ainsi chaque immeuble fait l'objet d'une appréciation sur la base de 4 critères : l'emplacement, la qualité de la construction, la vétusté, les espaces verts pour les maisons ou l'étage pour les appartements. Les 2 premiers critères étant surpondérés à 200%. Il en résulte une notation pour chaque bien qui appliquée à une grille génère un taux de rendement additionnel attendu propre au bien. Ce taux peut varier de 0,06 % à 3,30 %.

- Une provision pour gros entretien estimée à 1% de la valeur brute en construction et agencements par année d'ancienneté vient diminuer le montant ainsi calculé. Lorsqu'un logement fait l'objet d'une opération de relooking significative, cette provision est alors neutralisée.
- Lorsqu'un impact TVA existe (immeuble acquis en VEFA), la juste valeur se trouve réduite du montant de TVA à régulariser.
- Une décote de 30% pour défaut de liquidité est appliquée à l'ensemble des biens détenus par les SCI.
- A la clôture, les biens ayant fait l'objet d'un compromis de vente signé (délai de rétractation achevé) sont valorisés au montant du compromis sans qu'aucune décote ne soit appliquée. Ces logements sont transférés dans la rubrique « actif destinés à être cédés ».

2.4.1.B Immeuble d'exploitation

Il s'agit de l'immeuble destiné à la « production des services », constitué d'une quote-part de l'immeuble Euralliance, situé à Lille et abritant les activités de l'IRD NORD PAS DE CALAIS ainsi que ses filiales CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS, ALLIANSYS NORD CREATION, NORD TRANSMISSION, SOREX, FORELOG, BATIXIS, SOREX IMMO, SCI OFFICINE, AVENIR & TERRITOIRES.

Cet immeuble a été cédé à AVENIR & TERRITOIRES sur base d'expertise et se trouve désormais réparti entre :

- une surface (34%) dédiée à l'exploitation du groupe, relevant de ce fait selon la norme IAS 16 de la catégorie immeuble d'exploitation
- et une surface (66%) relevant de l'activité immeuble de placement car louée à des tiers.

Pour les immeubles d'exploitation, les composants retenus et les durées d'amortissement sont repris ci-dessous conformément aux recommandations de la FSIF de juillet 2004:

Immobilisation	Décomposition	Durée d'utilité (en année)	Mode Economique
Terrain	10%	n/a	n/a
Constructions structure	45%	60	Linéaire
Construction façades	13.5%	30	Linéaire
Constructions installations générales	18%	20	Linéaire
Constructions Agencements	13.5%	12	Linéaire
	100%	36,3	

2.4.1.C Cas spécifiques :

Terrains SARTEL et Pilaterie

Le terrain de la Pilaterie a été positionné en terrain d'exploitation, conformément à IAS 16.

Le terrain du SARTEL a été classé en stock, tant en social qu'en consolidé (IAS 2), suite à sa cession à la société l'IMMOBILIERE DE LA FILATURE DU SARTEL, société qui possède le statut fiscal de marchands de biens.

2.4.2 Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et amorties sur leur durée réelle d'utilisation. Le mode d'amortissement retenu est le mode linéaire.

Les durées d'amortissement pratiquées sont :

- matériel informatique : 3 ans
- mobilier de bureau : 10 ans

2.5. Instruments financiers évalués à la juste valeur

En application des normes IAS 32 et 39, certains instruments financiers doivent faire l'objet d'une évaluation à la juste valeur.

Ce poste reprend :

- l'ensemble des valeurs donnant accès au capital de sociétés civiles ou commerciales (actions ou parts de sociétés)
- les participations dans les entreprises associées ou des coentreprises détenus par des organismes de capital risque (application des principes fixés par les normes IAS 31-1, IAS 28-1, IAS 39-9,39-46,39-55)
- et tout autre instrument financier permettant d'accéder au capital de ces sociétés, de façon immédiate ou différée.

A cela il convient d'ajouter les avances en comptes courants consenties à ces sociétés ainsi qu'éventuellement, toute autre opération de nature financière qui ne conduit pas à un droit, immédiat ou différé à une prise de participation dans une société donnée, figurant dans les immobilisations financières. Elles sont également représentatives de l'activité capital risque ou capital développement.

L'ensemble de ces éléments est évalué en juste valeur.

Cette notion intègre les principes suivants :

- l'évaluation des actifs est établie sur la base du montant auquel un actif peut être échangé entre les parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions normales
- l'estimation à la juste valeur n'implique pas nécessairement que l'entreprise évaluée puisse être vendue à la date de l'évaluation, ni que les actionnaires aient l'intention de céder la participation dans un avenir proche.

Pour les valeurs ne faisant pas l'objet d'une évaluation sur un marché réglementé, les principes suivants ont été retenus, principes préconisés par les « Valuation Guidelines » établies par des organisations professionnelles européennes (AFIC, EVCA, BVCA) :

- référence au prix d'investissement récent, les valeurs détenues depuis moins de 12 mois sont valorisées à leur coût d'acquisition.
- référence à la valeur de transaction lorsqu'un investissement récent dans cette société a été effectué par un tiers, dans un contexte jugé normal.
- référence aux informations financières de l'entreprise savoir :
 - le résultat courant, auquel est appliqué un multiple raisonnable,
 - les capitaux propres, retraités éventuellement des plus ou moins values latentes significatives (fonds commerciaux, activités sectorielles reconnues)
 - les perspectives de résultat

Sur la base de ces éléments financiers fondamentaux, sont intégrées des variables qualitatives résultant de l'évolution de l'activité de la société, de la qualité du management, de l'évolution de son marché ou des produits, ou tout autre facteur ayant ou pouvant avoir une incidence sur la juste valeur de la participation. Ces aspects qualitatifs peuvent conduire à surcoter ou à décoter une participation. Ces éléments constituent des aspects essentiels pour les sociétés nouvelles ou innovantes pour lesquels l'application des principes d'évaluation basés sur des fondamentaux uniquement financiers conduirait à des valeurs quelques fois très éloignées de leur juste valeur.

En l'absence de clause de liquidité qui pourrait résulter d'un pacte d'actionnaire ou de tout document assurant une sortie de notre investissement, une décote pour défaut de liquidité peut être appliquée.

En présence de garantie de type SOFARIS ou FRG, les pertes de valeur sont limitées à la partie non garantie.

Les plus values latentes sont quant à elles impactées par le montant de la rétrocession dû aux organismes garants.

En ce qui concerne les obligations convertibles en actions, il est retenu le principe que la clause de convertibilité ne serait pas appliquée, ce qui, dans les faits antérieurs, constitue la réalité la plus fréquente. En conséquence, ces valeurs sont évaluées sur la base de leur valeur nominale. Cependant, une prime représentative du montant de l'indemnité de non conversion à laquelle l'investisseur peut contractuellement prétendre est ajoutée. L'estimation de cette indemnité se base sur la juste valeur de l'action référente évaluée dans les conditions présentées ci-dessus.

L'évolution de la juste valeur du portefeuille (appréciation ou dépréciation) est constatée directement au compte de résultat. Les indemnités liées à d'éventuelles garanties (Sofaris, fonds de Garantie Régional) sont constatées indépendamment. Lorsqu'en cas de plus value, il est prévu contractuellement un reversement partiel de celle-ci à ces organismes, une charge à payer est enregistrée. Celle-ci est déterminée en se

référant à la juste valeur retenue de l'investissement concerné. Il est à noter que la convention triennale signée avec la SOFARIS notifie un plafond maximal d'indemnisation dénommé Stop Loss. Dans le cas où ce dispositif est ou viendrait à être appliqué les provisions sur titres de participations et créances attachées tiendraient compte de ce risque de non indemnisation.

2.6 Stocks et en-cours

- *Activité immobilière* : Les stocks sont représentatif de terrains détenues en vue de la vente dans le cours normal de l'activité (IAS 2 § 6.a). Le poste correspond aux terrains portés par les sociétés de marchands de biens. Les stocks sont évalué au plus faible du coût (d'acquisition) et de la valeur nette de réalisation.
- *Activité conseil/intermédiation* : Les travaux en-cours font l'objet d'une valorisation précise intégrant le degré d'avancement de chaque projet. Les sociétés relevant de l'activité conseil notamment disposent de suivis spécifiques permettant d'estimer l'avancement de chaque mission et de le comparer à la facturation enregistrée à date. En cas d'écart, une écriture de travaux en cours ou de facturation établie d'avance est enregistrée dans les comptes sociaux de chacune. Ces montants sont repris à l'identique dans les comptes consolidés.

2.7 Créances et dettes

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire estimée en fonction des perspectives de recouvrement est inférieure à la valeur comptabilisée.

Une distinction est faite entre actifs courants et actifs non courants. Est considéré comme actif courant, en application de la norme IAS 1, tout actif respectant les conditions suivantes :

- pouvoir être réalisé, vendu ou consommé dans le cycle d'exploitation normal de l'entreprise
- être détenu dans un but de transaction ou de courte durée, et pouvoir être réalisé dans les douze mois qui suivent la date de clôture, semestrielle ou annuelle
- représenter de la trésorerie ou équivalent.

2.8 Valeurs mobilières de placement et placement financiers.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur à chaque clôture. Lorsqu'elle est possible une opération d'« acheté/vendu » en fin d'exercice permet de matérialiser avec précision la valeur des placements de trésorerie. Lorsqu'une telle opération ne peut être réalisée il est alors fait référence à la valeur communiquée par l'établissement financier à la date la plus proche de l'arrêté avec prise en compte des couvertures le cas échéant.

2.9 Indemnités de départ à la retraite & avantages au personnel

Les avantages à long terme du personnel ne font pas l'objet de « provision », car de montant non significatif (médaille du travail par exemple).

En revanche, une provision pour indemnité de départ en retraite est enregistrée dans les comptes consolidés du groupe IRD NORD PAS DE CALAIS, elle traduit l'engagement d'accorder à ses employés une indemnité de départ au moment de leur départ à la retraite. Le calcul de cette provision s'appuie sur les droits acquis par le salarié du fait de son ancienneté à la date d'évaluation de l'engagement par l'entreprise en fonction des dispositions propres au droit du travail et/ou de la convention collective, sachant qu'il est systématiquement retenu le critère le plus favorable pour l'employé. Il est notamment tenu compte dans le calcul de la probabilité pour le salarié d'être présent dans le groupe à l'âge de la retraite (table de mortalité et de turn over) et de la politique de l'entreprise en matière d'augmentation de salaire. Le montant de l'engagement est ensuite actualisé à un taux de 4% puis proratisé en fonction du nombre d'années restant à courir jusqu'à la date de départ (âge de référence retenu pour date de départ : 65 ans).

Parallèlement, il est constaté une créance représentative de l'assurance souscrite en vue de couvrir une quote part de ces indemnités.

2.10 Subventions

Certaines filiales du groupe peuvent bénéficier dans le cadre de leur activité de subventions. Conformément aux dispositions IAS 20.12 et 20.16, les subventions obtenues sont rattachées au résultat du ou des exercices au cours desquels ont été enregistrés les coûts qu'elles sont destinées à compenser.

2.11 Provisions

Toute charge probable née d'une obligation existante fait l'objet d'une évaluation conformément aux principes de la norme IAS 37. Une provision est constatée dans les comptes à hauteur de la sortie de ressources financières estimées.

2.12 Impôts différés

Le traitement des impôts différés a historiquement été très étroitement lié aux régimes fiscaux dérogatoires dont bénéficient ou ont bénéficié les sociétés CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS (régime fiscal des sociétés de capital risque) et IRD NORD PAS DE CALAIS (régime fiscal des sociétés de développement régional jusqu'au 31 décembre 2006).

Il est à noter que suite à l'évolution de la réglementation fiscale applicable aux plus values sur cession de titres (hors titres à prépondérance immobilière), il n'y a plus lieu de comptabiliser une provision pour impôt différé passif au titre des plus-values latentes sur justes valeurs.

Les sociétés du groupe sont assujetties à l'impôt sur les sociétés selon le régime de droit commun - hormis CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS qui est assujetti au régime des Société de Capital Risque - conduisant ainsi à la constatation à la clôture de l'exercice des impôts différés actif et passif. L'activation des déficits fiscaux n'est enregistrée les concernant que s'il existe une capacité avérée de récupération de ces déficits.

2.13 Activités destinées à être cédées

En application de la norme IFRS 5, les actifs ou groupe d'actifs cédés ou destinés à être cédés sont portés dans une rubrique spécifique à l'actif des comptes consolidés cumulant tous les postes comptables de l'actif des entités concernées. Il en va de même pour les passifs inhérents à ces activités, portés dans une rubrique spécifique au passif des comptes consolidés.

Le compte de résultat présente sur une seule ligne un montant unique correspondant au cumul du résultat net après impôt des activités abandonnées ou destinées à l'être et le profit ou la perte après impôt comptabilisé lors de l'évaluation des actifs à leur juste valeur nette de frais de cession dans le cas d'une activité effectivement abandonnée au cours de l'exercice.

2.14 Retraitements propres aux comptes consolidés

Outre l'incidence des retraitements repris ci-dessus, les autres opérations liées à l'établissement des comptes consolidés sont :

- élimination des titres de participation
- élimination des dividendes, plus values internes, dotations et reprises concernant les différentes sociétés intégrées globalement
- élimination des charges et produits internes
- élimination des comptes courants inter sociétés
- constatation des impôts différés actifs et passifs
- imputation des actions d'autocontrôle sur les capitaux consolidés
- reclassement dans une rubrique spécifique des actifs, passifs et résultats nets des activités destinées à être cédées
- répartition des résultats et des capitaux propres entre minoritaires et groupe.

Le groupe n'a consenti aucun avantage particulier à son personnel (Stock option par exemple) qui pourrait conduire à l'un des retraitements prévus par les normes IFRS 2 et IAS 19 « avantages au personnel » autre que ceux qui étaient déjà pratiqués par le groupe et qui concernent les indemnités de départ en retraite.

La charge liée à l'accord d'intéressement du groupe a été comptabilisée à hauteur des montants encourus.

Il n'est pas opéré de retraitement spécifique aux coûts des emprunts tel qu'il pourrait résulter de l'application de la norme IAS 23. Ces coûts ont été historiquement enregistrés au compte de résultat.

Reconnaissance des produits

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titres des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités du groupe. Le chiffre d'affaires figure net de la taxe sur la valeur ajoutée et déduction faites des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est composé :

- De prestations de services qui sont comptabilisées au cours de la période durant laquelle elles sont rendues.
- De locations immobilières et facturations de charges immobilières.
- De facturation de prestations d'accompagnement comptabilisées au cours de la période durant laquelle elles sont réalisées.

3. Informations relatives aux principaux postes du bilan

3.1 Ecart d'acquisitions

Les écarts d'acquisitions proviennent de la différence entre la valeur de l'apport réalisé en juin 2006 de RESALLIANCE CONSEIL et RESALLIANCE FINANCES (et de leurs filiales) comparativement aux capitaux propres de ses entités.

Au 30/06/2009, le poste écarts d'acquisition se décompose comme suit :

Ecarts d'acquisition en K€	Solde initial	Correction AN/Chgt méthodes	Entrée de périmètre	Sortie de périmètre	Dépréciation	Solde final
IRD	0	0	0	0		0
QUATERNAIRE	0	0	0	0		0
RESALLIANCE CONSEIL	89	0	0	0	-89	0
RESALLIANCE ET ASSOCIES	19	0	0	0		19
RPC ASSOCIES EST	11	0	0	0		11
MAP HOLDING	1 161	0	0	0		1 161
MENWAY INTERNATIONAL	0	0	0	0		0
NORD TRANSMISSION	391	0	0	0		391
ALLIANSYS-NORD CREATION	40	0	0	0		40
TOTAL	1 711	0	0	0	-89	1 622

Compte-tenu de la situation économique actuelle et des résultats des participations de la société Résalliance Conseil, l'écart d'acquisition de 89 K€a été déprécié à 100%.

3.2 Capitaux propres et minoritaires

Le capital social de la société mère, I.R.D NORD PAS DE CALAIS, est de 44.274.913 € divisé en 2.903.273 actions.

Au 30 Juin 2009, le groupe détient 16.282 actions d'autocontrôle. La valeur de ces actions a été neutralisée au sein des réserves consolidées tel que précisé au paragraphe 2.1 ci avant.

Les capitaux propres consolidés ont évolué comme suit :

Variation de capitaux propres	capital	Prime	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Résultats non distribués	Total groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2008	44 275	13 081	-380	16 486	0	3 662	77 124	37 144	114 268
Résultat de la période	0	0	0	0	0	1 334	1 334	158	1 492
Affectation résultat	0	0	94	3 568	0	-3 662	0	0	0
Variation JV	0	0	0	-67	0	0	-67	-51	-118
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Distribution de dividendes	0	0	0	-1 742	0	0	-1 742	-116	-1 858
Variation de périmètre	0	0	0	-190	0	0	-190	1 178	988
Autres mouvements	0	0	-59	0	0	0	-59	0	-59
Capitaux propres au 30/06/09	44 275	13 081	-345	18 055	0	1 334	76 400	38 313	114 713

- Actions propres : -59 K€ résultant de la neutralisation des opérations sur actions propres dans le cadre du contrat de liquidité souscrit auprès de la société GILBERT DUPONT
- Affectation de résultat : +3.662 K€ correspond à la QP groupe du résultat 12/2008, dont 94 K€ correspondant aux titres auto-détenus au sein du contrat de liquidité.
- Réserves consolidées : la variation du poste comprend les éléments suivants
 - Distribution du dividende par l'IRD à ces actionnaires pour 1.742 K€
 - Variation de juste valeur de l'immeuble Bayer au titre de 2008 pour 67K€
 - Impact suite cession titres de l'OFFICINE entre BATIXIS ET AVENIR ET TERRITOIRE pour 190K€
- Variation des Intérêts minoritaires :
Ce poste augmente de 1.169 K€:
 - Quote-part de résultat de la période : 158 K€
 - Variation de juste valeur de l'immeuble Bayer au titre de 2008 : -51 K€

- Dividendes des sociétés CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS et BATIXIS : -116 K€
- Impact lié à l'entrée au capital de la société AVENIR ET TERRITOIRES du GIPEL : 989 K€
- Impact suite cession titres de l'OFFICINE entre BATIXIS ET AVENIR ET TERRITOIRE pour 190K€

3.3. Contenu et évolution des immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles ont évolué comme suit :

Variation des immobilisations (valeurs brutes) en K€	Solde initial	Variations de périmètre	Virements de postes à postes	Augmentation monétaire	Variation de juste valeur	Diminution monétaire	Solde final
Frais d'établissement (brut)	0	0	0	0	0	0	0
Concessions, brevets & droits similaires (brut)	622	0	-23	1	0	0	600
Fonds commercial (brut)	288	0	0	18	0	18	324
Autres immobilisations incorporelles (brut)	0	0	0	0	0	0	0
Avances & Acomptes sur immos incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	910	0	-23	19	0	18	924
Terrains & aménagements (brut)	12 805	0	-2 012	0	0	0	10 793
Constructions & aménagements (brut)	3 703	0	0	0	0	0	3 703
Terrains portant des immeubles de placement	6 764	0	1 828	411	0	-129	8 874
Immeubles de placement (brut)	54 083	0	19 575	2 643	3 512	-649	79 163
Installations techniques, matériel & outillage (brut)	25	0	578	70	0	-1	672
Immobilisations corporelles en cours (brut)	27 388	0	-21 769	10 134	0	-85	15 668
Avances & Acomptes sur immos corporelles	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles (brut)	1 265	0	-530	9	0	0	744
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	106 033	0	-2 330	13 267	3 512	-864	119 617

Parallèlement, les amortissements ont évolué de la façon suivante :

Variation des immobilisations (dépréciations) en K€	Solde initial	Variations de périmètre	Virements de postes à postes	Dotation aux amortissements	Reprise sur cessions	Solde final
Frais d'établissement (amt/prov)	0	0	0	0	0	0
Concess, brevets & droits similaires (amt/prov)	308	0	-23	48	0	333
Fonds commercial (amt/prov)	18	0	0	0	0	18
Autres immobilisations incorporelles (amt/prov)	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	326	0	-23	48	0	351
Constructions & aménagements (amt/prov)	628	0	0	-45	0	584
Immeubles de placement (amt / prov)	8 255	0	-309	1 341	-186	9 101
Instal. techniques, mat. & outillage (amt/prov)	12	0	51	29	0	92
Autres immobilisations corporelles (amt/prov)	411	0	-48	59	0	422
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 306	0	-306	1 384	-186	10 199

Les principaux actifs immobilisés sont les suivants :

TERRAINS

10 793

ZAC DE LA PILATERIE	FONCIERE PILATERIE	10 397
EURALLIANCE (siège social 34%)	AVENIR ET TERRITOIRES	396

CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT **3 119**

EURALLIANCE (siège social 34%)	AVENIR ET TERRITOIRES	3 119
--------------------------------	--------------------------	-------

TERRAINS / IMMEUBLES DE PLACEMENT **8 874**

IMMEUBLE BAYER	SCI OFFICINE AVENIR ET TERRITOIRES	2 012
PONT ROYAL	AVENIR ET TERRITOIRES	410
EURALLIANCE IMMOBILIER "ENTREPRISES ET CITES"	SCI GI SOUS GROUPE	858 2 210
LOGEMENTS	FORELOG	3 009
CRECHES ROSIERES	BATIXIS	23

ENTREPOT HEM	BATIXIS	204
IMMEUBLE ALBECK	BATIXIS	48
IMMEUBLE M5	BATIXIS	100

IMMEUBLES DE PLACEMENTS **70 062**

IMMEUBLE BAYER	SCI OFFICINE AVENIR ET TERRITOIRES	21 588
PONT ROYAL		3 700

EURALLIANCE	AVENIR ET TERRITOIRES	7 937
IMMOBILIER "ENTREPRISES ET CITES"	SCIGI	12 407
	SOUS GROUPE	
LOGEMENTS	FORELOG	20 659
CRECHES ROSIERES	BATIXIS	219
ENTREPOT HEM	BATIXIS	1 979
IMMEUBLE ALBECK	BATIXIS	555
IMMEUBLE M5	BATIXIS	1 018

IMMOBILISATIONS EN COURS **15 668**

CENTRE DE SERVICE HAUTE BORNE	BATIXIS	3 530
AUTRES	BATIXIS	250
LOGEMENTS	FORELOG	1 813
IMMOBILIER "ENTREPRISES ET CITES"	SCIGI	410
	AVENIR ET TERRITOIRES	
FUTUR SIEGE NORPAC	TERRITOIRES	8 144
ZONE DE LA PILATERIE	FONCIERE PILATERIE	1 521

Les principales variations sur les 6 premiers mois de 2009 sont les suivants :

- Virement de poste à poste : il s'agit essentiellement de la réception de l'immeuble BAYER détenu par la SCI DE L'OFFICINE. Sur la base d'une évaluation externe de novembre 2008, l'immeuble BAYER a été valorisé à hauteur de 23.6M€
- Virement de poste à poste des compromis de vente signés sous GMA, MARCQ DELCENCERIE et MARQ HIPPODROME en actifs destinés à être cédés .
- Accroissement du poste Terrain : celui-ci concerne la réception des logements en VEFA de FORELOG.
- Accroissement du poste Immeuble de Placement : ce poste reprend la fin des travaux de l'immeuble de BAYER et dans une moindre mesure la réception de la Crèche SARS ET ROSIERES détenue par BATIXIS.
- Accroissement du poste Immobilisation en cours :
 - Bâtiment de service à la haute borne : + 1.776 K€(BATIXIS)
 - Logements : +1.289 K€(FORELOG)
 - Travaux extension bâtiment « Entreprises et cités » : + 324 K€(SCIGI)
 - Futur Siège NORPAC : + 6.063 K€(AVENIR ET TERRITOIRES)

- La Pilaterie : + 596 K€(Foncière La Pilaterie)

Les prises de Juste Valeur latente se décomposent de la manière suivante : 3.512 K€

- Logements : 1.105K€dont 258K€sur les compromis de vente.
- Avenir et Territoires : 347 K€(Pont Royal et Euralliance)
- Officine : 1686 K€(immeuble Bayer)
- SCIGI : 260 K€(immobilier « entreprises et cités »)
- Batixis : 114 K€(entrepôt HEM, ...)

Les « diminutions monétaires » concernent les cessions de logements réalisés durant le 1^{er} semestre 2009.

3.4 Titres évalués par mise en équivalence :

Ce poste reprend les valeurs au sein des participations BATIXIA et ADER.

3.5 Actifs financiers évalués à la juste valeur :

Ils comprennent :

Actifs financiers évalués à la juste valeur en K€	30/06/2209	31/12/2008
Titres de participation (brut)	0	0
Actions activité de portefeuille capital développement	34 488	34 128
Actions activité de portefeuille immobilier	6 095	4 582
Titres immobilisés - OC	12 918	11 234
Créances rattachées à des participations	4 473	4 022
Prêts (brut)	35	59
Autres immobilisations financières	180	171
Total actifs financiers évalués à la juste valeur	58 189	54 196

L'accroissement du poste (+ 3.993K€) s'explique notamment par les variations suivantes :

A. Des Actions + 1.874K€

Variations Titres	IRD	K DEVELOPPEMENT	IMMOBILIER	TOTAL
SOLDE AU 01/01/2009	2 605	31 523	4 582	38 710
VIR POSTE A POSTE	- 30	- 494	- 160	- 684
INVESTISSEMENTS		2 379	1 398	3 777
DESINVESTISSEMENTS	- 9	- 1 255	- 90	- 1 354
RESULTAT PORTEFEUILLE	140	- 370	365	135
PLUS-VALUE CONSOLIDEE	140	235	365	740
VARIATION PROVISIONS		- 605		- 605
SOLDE AU 30/06/09	2 706	31 783	6 095	40 584

Dans le pôle immobilier, les investissements correspondent à des prise de participation de BATIXIS dans les SCI du Consulat (750K€) et des Deux Ponts (600K€)

Au niveau du capital développement, CROISSANCE a investi pour 1.7M€ dans les actions de TIAP et NORD CREATION pour 400K€

B. Des Obligations convertibles + 1.684K€

Variation Obligations	IRD	K DEVELOPPEMENT	IMMOBILIER	TOTAL
SOLDE AU 01/01/2009	-	11 100	134	11 234
VIR POSTE A POSTE	-	58		58
INVESTISSEMENTS	-	2 151		2 151
DESINVESTISSEMENTS	-	577		577
RESULTAT PORTEFEUILLE	-	52	-	52
PLUS-VALUE CONSOLIDEE	-	101		101
VARIATION PROVISIONS		153		153
SOLDE AU 30/06/09	-	12 784	134	12 918

C. Des Comptes courants et autres créances + 451K€

Variation C/C et autres créances	IRD	K DEVELOPPEMENT	IMMOBILIER	TOTAL
SOLDE AU 01/01/2009	-	2 992	1 030	4 022
VIR POSTE A POSTE	-	628		628
INVESTISSEMENTS	-	914	204	1 118
DESINVESTISSEMENTS	-	1 236	2	1 238
RESULTAT PORTEFEUILLE	-	57	-	57
PLUS-VALUE CONSOLIDEE	-	165	-	165
VARIATION PROVISIONS	-	108		108
SOLDE AU 30/06/09	-	3 241	1 232	4 473

3.6 Autres actifs non courants

Le poste autres actifs non courants a été créé spécifiquement afin d'y enregistrer la valeur des titres de société non intégrées dans le périmètre de consolidation et ne représentant pas un caractère de TIAP.

Au 30/06/2009, il se compose notamment des titres des sociétés suivantes : GENERATION 2020, NORD FINANCEMENT, OSEO, SOFARIS, INOVAM

3.7 Stocks, produits et services en cours

Cette rubrique reprend notamment le terrain du Sartel pour 1353 K€ et celui situé dans la société Milleperthuis pour 40K€. Ces terrains ont été placés au sein d'une structure spécifique ayant le statut de marchand de bien et se trouvent enregistrés en rubrique « stocks » en vertu de la norme

IAS 2. Ils sont évalués, conformément à cette norme à la plus faible valeur entre le cout d'acquisition et la valeur de réalisation, savoir en l'occurrence le cout d'acquisition qui reprend la valeur nette comptable et les couts de démolition.

La rubrique reprend également quelques travaux en cours propres à l'activité du pole conseil pour 83 K€

3.8 Autres actifs courants

Ils se décomposent comme suit :

	30/06/2009	31/12/2008
Créances sur immobilisations	-	310
Créances fiscales et sociales	1 721	4 003
Charges constatées d'avance	500	425
Autres créances	4 922	6 058
Total	7 143	10 796

Les créances fiscales et sociales intègrent notamment des crédits de TVA liés aux opérations de construction au sein du pole immobilier. La ligne « autres créances » reprend notamment les montants des augmentations de capital souscrites non appelées (pour la QP des minoritaires lorsqu'il s'agit de société intégrées) pour un montant de 3.382 K€

3.9 Actifs destinés à être cédés

Lors de la clôture 12/2007, la cession des activités des sous groupe MENWAY et QUATERNAIRE devant intervenir tout début 2008, l'actif, le passif et le compte de résultat de ces entités ont été traités spécifiquement dans la rubrique « actifs/ passif / compte de résultat/ des activités destinées à être cédées » conformément à la norme IFRS 5.33, 5.34 et 5.35.

Au 30/06/2009, cette rubrique reprend le solde des titres MENWAY INTERNATIONAL encore détenus par le groupe. Ils sont valorisés au prix de l'engagement d'acquisition dont bénéficie le groupe.

Par ailleurs, des maisons, sous compromis de vente signés, détenues par nos SCI GMA , MARCQ DELCENSERIE et MARCQ HIPPODROME ont été reclassées en actif destinés à être cédés pour une valeur de 1.847 K€ Conformément à IFRS 5 les maisons sont évaluées à leur valeur comptable (c'est à dire à leur juste valeur IAS 40).

ACTIF (en milliers d'euros)	30/06/2009	31/12/2008
Ecart d'Acquisition		
ACTIFS NON COURANTS		
Autres immobilisations incorporelles		
Immobilisation corporelles		
Instruments financiers évalués en juste valeur	1 847	
Participation par mise en équivalence		
Titres disponibles à la vente	332	332
Abandon d'activité		
Autres actifs non courants		
Actifs d'impôts non courants		
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	2 179	332
ACTIFS COURANTS		
Clients et comptes rattachés		
Autres actifs courants		
Actif d'impôt courant		
Trésorerie et équivalent de trésorerie		
Comptes de régularisation de charges		
TOTAL ACTIFS COURANTS	-	-
TOTAL ACTIF	2 179	332

3.10 Contenu et évolution des provisions

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit :

Variation de provisions pour risques et charges en K€	Solde initial	Variations de périmètre	Virements de postes à postes	Dotations	Reprises	Solde final
Provisions pour risques > 1 an	0	0	0	0	0	0
Provisions pour charges >1 an	758	0	0	21	-159	620
Provisions indemnités de départ en retraite	138	0	0	42	-66	113
Provisions non courantes	895	0	0	63	-226	733
Provisions pour risques < 1 an	16	0	0	0	0	16
Provisions pour charges <1 an	0	0	0	10	0	10
Provisions (courant)	16	0	0	10	0	26

Le montant des provisions au 30/06/2009 s'explique principalement par les provisions pour indemnités de départ en retraite (113 K€) et pour garantie d'actif / passif (251 K€) et vacance locative (506 K€).

La baisse des provisions de – 526 K€ est liée à :

- La réduction de la provision pour vacance locative par l'effet du temps : -180 K€
- La réduction de la provision pour garantie d'actif/passif : -125 K€
- Variation de périmètre (cession MENWAY) : -152 K€
- Diminution de la provision d'indemnité de départ en retraite : -80 K€

3.11 Échéancier des dettes

Echéancier des dettes financières en K€	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts Obligataires convertibles - échéances	0	0	0	0
Autres Emprunts Obligataires - Echéances	0	0	267	267
Emprunts auprès des établis. de crédit - échéances	5 633	33 091	51 076	89 800
Participation des salariés - échéances	0	0	0	0
Dettes rattachées à des participations - échéances	0	0	0	0
Autres emprunts & dettes financières - échéances	585	2 006	534	3 126
Sous total dettes financières	6 218	35 097	51 877	93 193
Dépôts & cautionnements reçus - échéances	726	582	0	1 307
Découverts & soldes créditeurs de banque	266			266
Fournisseur SOFARIS	110			110
Total Dettes et autres passifs	7 320	35 679	51 877	94 876

L'échéancier reprend les rubriques suivantes :

-Emprunts long-terme	84.434 K€
-Autres passifs non courant	3.958 K€
-Dettes financières courantes	6.485 K€

Au cours du 1^{er} semestre, la société AVENIR ET TERRITOIRES a souscrit des emprunts bancaires à hauteur de 18.5 M€ et a perçu une avance en compte-courant bloqué de 2 M€ de la part du GIPEL.

Par ailleurs, la société IRD n'a pas renouvelé 2 billets de trésorerie à hauteur de 10 M€ tout en gardant la capacité de refaire appel à ces billets.

3.12 Autres Passifs Courants :

Ce poste comprend notamment les éléments suivants : (10.752 K€)

-Dettes fiscales et sociales	3.658 K€
-Dividendes IRD	1.742 K€
- QP K non libéré sur titres	1.616 K€
-Dettes sur immobilisations	1.550 K€
-Produits Constatés d'avance	1.461 K€

4. Informations relatives aux principaux postes du compte de résultat

- **4.1 Chiffre d'affaires**

L'activité du groupe repose essentiellement sur la gestion d'actif et la capacité à en générer des plus values. Aussi le chiffre d'affaires ne reflète t il que partiellement la véritable activité du groupe.

Sur l'exercice 2009, le chiffre d'affaires se présente comme suit :

	Année 2009				
en milliers d'euros	Pole Capital développement / Divers	Pole Immobilier	Pole Intermédiation	Pole Conseil	TOTAL
Entités du périmètre "historique"	210	2438	1565	2274	6487
Nouvelles entités entrées dans le périmètre		437			437
Entités sorties du périmètre					0
Chiffre d'Affaires au 30 Juin	210	2875	1565	2274	6924
Variation / au 30 juin 08	-40,51%	28.87%	-9,9%	-10,7%	0.01%

Pôle Capital Développement

Le pôle Capital Développement a agréé 53 nouveaux dossiers sur la période. Au 30 juin 2009, le groupe est investi dans 260 entreprises, ce qui représente un investissement financier de 45.5 M€. Cela confirme le rôle majeur du groupe IRD dans le développement régional.

Pôle Immobilier

Batixis et ces filiales sont investies à hauteur de 50 opérations immobilières qui représentent une valeur d'actif à fin juin 2009 de un peu plus de 157 M€

La progression du CA du semestre provient pour l'essentiel de la mise en location de l'immeuble BAYER (433 K€).

Forelog, FONciere REgionale pour le LOGement, a réceptionné au cours de ce semestre 14 logements d'habitation qui portent le montant de ces actifs à hauteur de 25.7 M€. Cette montée en puissance se traduit par un accroissement du CA de la structure de 84 K€ par rapport à l'année précédente.

Pôle Conseil

L'activité du pôle conseil provient pour l'essentiel du sous groupe MAP, structure dédiée au marketing, audit de satisfaction, ... Dans un contexte difficile, le chiffre d'affaires reste quasi stable par rapport au premier semestre 2008 (-1,2%).

La baisse de presque 11% provient de la baisse d'activité de l'entité Résalliance Conseil qui au premier trimestre 2008 a facturé aux entités Menway et Quaternaire 214 K€ de prestations. Ces Sociétés ayant été cédées fin mars 2008, ce chiffre d'affaire récurrent a disparu.

Pôle intermédiation

Cette activité enregistre une perte de chiffre d'affaires d'environ - 10 % sur le premier semestre 2009.

La baisse du CA provient de la baisse d'activité enregistrée sur la structure RPC&Associés (-235 K€) ; Baisse qui est en partie contrebalancée par une augmentation de volume sur NORD TRANSMISSION (+53 K€).

- 4.2 Résultat de l'activité de portefeuille

	CAPITAL INVESTISSEMENT	INTERMEDIATION	IMMOBILIER	CONSEIL	IRD	TOTAL
VARIATION JV IMMOBILIER			3 512			3 512
PLUS VALUE SOCIALE			718	18		736
AMORT IMMEUBLE DE PLACEMENT			- 1 341			- 1 341
PLUS VALUE CONSOLIDE TIAP	- 31		365		140	474
VARIATION PROVISION TIAP	- 344					- 344
REVENUS DES CREANCES TIAP	562		76		40	678
GARANTIE SOFARIS	249					249
RESULTAT DE DILUTION	3		11			14
TOTAL	439	-	3 341	18	180	3 978

- **4.3 Autres achats et charges externes**

	30/06/2009	30/06/2008
Achats de marchandises	-	1
Variation stocks marchandises	-	-
Achats de matières premières & approv.	-	-
Variation stocks matières premières & approv.	-	-
Production stockée	- 2	3
Achats non stockés	211	430
Loyers crédit-bail	16	19
Sous-traitance générale	409	253
Locations, entretien & assurances	1 365	954
Honoraires, prestations extérieures	838	649
Transports, déplacements & réceptions	102	159
Frais postaux & de télécommunications	113	124
Services bancaires	50	63
Autres Achats & Charges externes	40	14
Autres achats et charges externes	3 145	2 669

La forte variation de ce poste (+ 476 K€) s'explique essentiellement par les travaux supplémentaires demandé par la société BAYER s'élevant à 433 K€. Ces travaux ont fait l'objet d'une refacturation du même montant au niveau de la rubrique « Autres produits et charges opérationnels ». La variation « réelle » du poste se monte donc à + 43 K€ soit une augmentation des charges externes de 1,7 %.

- **4.4 Charges de personnel**

Les charges de personnel ont diminué de 302 K€ passant de 4 651 K€ au 30 juin 2008 à 4 349 K€ au 30 juin 2009. Les principales variations concernent les sociétés suivantes :

- RPC ASSOCIES : - 160 K€
- Résalliance Conseil : - 155 K€
- TTA : - 83 K€
- Batixis : + 130 K€

- **4.5 Impôts, taxes et versements assimilés**

Les impôts et taxes ont diminué de 87 K€ passant de 665 K€ au 30 juin 2008 à 578 K€ au 30 juin 2009. Cette baisse s'explique principalement par la différence d'imposition foncière du terrain du SARTEL. La destruction de la friche industrielle fin 2008 a fortement diminué la base imposable de la taxe foncière.

- **4.6 Dotations aux amortissements et aux provisions**

	30/06/2009	30/06/2008	Variation
Dotations aux amortissements et aux provisions	95	1 817	-1 722

La baisse du poste dotation aux amortissements et aux provisions est liée à des modifications de présentation du compte de résultat :

- Transfert des dotations aux amortissements des immeubles de placement dans la rubrique « Résultat de l'activité de portefeuille ». Impact au 30 juin 2008 : - 964 K€
- Transfert des provisions sur titres dans la rubrique « Résultat de l'activité de portefeuille ». Impact au 30 juin 2008 : - 544 K€
- Transfert des provisions sur VMP dans la rubrique « Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie ». Impact au 30 juin 2008 : - 98 K€

- **4.7 Autres produits et charges opérationnelles**

Ce poste se compose de :

	30/06/2009	30/06/2008	Variation
Transfert de charges - exploitation	520	69	451
Abandon de comptes courants	-	- 504	504
Production Immobilisée	72	-	72
Divers	- 22	193	- 215
Autres produits et charges opérationnels	570	- 242	812

Dans le poste « Transfert de charges – Exploitation », 433 K€ proviennent de la refacturation des travaux supplémentaires à la société BAYER.

Le poste « Transfert de charges – Financier » correspond aux intérêts de portage qui ont été activés dans le cadre des différentes VEFA.

En 2008, la société RESALLIANCE CONSEIL a procédé à un abandon de son compte courant avec la société MENWAY pour un montant de 504 K€

- **4.8 Couverture**

La majeure partie des emprunts variables ont fait l'objet d'une couverture à taux fixe sur une durée de 7ans.

Société	Montant couvert	Durée de couverture	Taux de couverture	Impact Résultat 30/06/09
AVENIR ET TERRITOIRES	14 M€	7 ans	2,85% à 2,97%	-46 K€
BATIXIS	4,8 M€	7 ans	2,75% à 2,85%	-18 K€
OFFICINE	5 M€	7 ans	2,30%	-16 K€
IRD	5 M€	7 ans	2,95%	-18 K€

- **4.9 Impôts sur les sociétés**

La charge d'impôt comprend :

- L'impôt sur les sociétés du par les entités du groupe sur la période
- La charge d'impôts latente sur les plus values constatées en juste valeur

	30/06/2009	30/06/2008	Variation
Impôt exigible	195	163	32
Impôts différés générés	716	826	-110
Impôts	911	989	-78

En 2008, le groupe IRD Nord Pas de Calais a mis en place une intégration fiscale entre les structures : IRD Nord Pas de Calais, Batixis, Market in Web, SCIGI et CMI. A compter de 2009, la convention d'intégration fiscale a été élargie à la société Nord Transmission.

L'impact positif de cette intégration est traité en consolidation en tant que réduction de la charge fiscale de l'exercice.

Les déficits fiscaux suivants ont été activés à la clôture du 30 juin 2009 :

- Avenir & Territoires / Officine : 119 K€
- Intégration fiscale : 113 K€

• **4.10 Détermination du nombre d'action et du résultat par action**

Les actions propres détenues en fin de période viennent en déduction des capitaux propres. Les pertes ou produits supportés sur les actions propres sont exclus du résultat.

Le résultat par action, en application de la norme IAS 33, et l'obligation d'imputer obligatoirement sur les fonds propres les actions d'autocontrôle est déterminé en divisant le résultat net par le nombre d'actions de la société, déduction faite du nombre d'actions détenues dans le cadre de l'autocontrôle.

- **4.11 Engagements hors bilan**

Engagements accordés :

- Différentes entités du groupe ont donné des garanties dans le cadre des emprunts qu'elles ont contractés :

Société	capital restant du (en K€)	nature de la garantie
IRD	16 731	nantissements de titres
BATIXIS	2 640	hypothèques sur bâtiments ou privilèges de prêteur de deniers
AVENIR & TERRITOIRES	21 235	hypothèques sur bâtiments
SCIGI	2 776	caution IRD, promesses d'hypothèque
FORELOG	15 927	caution IRD, nantissement titres, promesses d'hypothèques et privilèges de prêteur de deniers
GMA	632	caution Forelog, Marcq Delcenserie, hypothèques sur bâtiments
SCI OFFICINE	19 917	Hypothèque sur bâtiment
BUET VENDEVILLE	151	caution IRD

- Covenants : dans le cadre des emprunts souscrits, le groupe IRD NORD PAS DE CALAIS s'est engagé à respecter les ratios suivants :
 - Emprunt IRD dont le capital restant du représente 10 000 K€, ratio dettes financières nettes / capitaux propres conso <50% ; au 30/06/2009, ce ratio s'élève à 48,4 %.
 - Emprunt FORELOG dont le capital restant du représente 9 700 K€, ratio valeur d'actifs des SCI hors MARCQ HIPPODROME / en cours > 140% ; au 30/06/2009, ce ratio s'élève à 173%.
- IRD Nord Pas de Calais a également apporté sa caution dans le cadre de la construction par BATIXIS d'un bâtiment de service sur le site de la Haute Borne à Villeneuve d'Ascq et dans le cadre de la construction par AVENIR & TERRITOIRES d'un bâtiment destiné à devenir le siège social de la société NORPAC.

- De plus, différentes entités du groupe ont souscrit au capital des sociétés suivantes, une quote part de ce capital n'a pas encore été appelé :

○ IRD	502 K€
○ CROISSANCE NPDC	753 K€
○ BATIXIS	319 K€
○ COTE D'OPALE EXPANSION	20 K€
○ SAMBRE AVESNOIS	22 K€

- VEFA : Plusieurs sociétés du groupe sont en cours d'acquisition de biens immobiliers dans le cadre de contrats souscrits sous la forme d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA).
Il s'agit notamment de :

Société	Montant en K€	Nature
FORELOG	3 894	Plusieurs maisons en cours d'acquisition
BATIXIS	6 322	Bâtiment de service parc de la Haute Borne
AVENIR & TERRITOIRES	5 018	Bâtiment A sur le parc de la Haute Borne

- Dans le cadre de la cession MENWAY et QUATERNAIRE, une garantie bancaire a première demande a été mise en place à hauteur de 920 K€ Dans ce cadre, RESALLIANCE CONSEIL a constitué en gage un compte d'instruments financiers en faveur de l'établissement bancaire pour un montant analogue.

Engagement reçu :

- Dans le cadre de la cession des sous groupes MENWAY et QUATERNAIRE, la société RESALLIANCE CONSEIL a obtenu une garantie de paiement dans un délai de deux ans pour le solde des titres MENWAY INTERNATIONAL qu'elle détient. Cette garantie porte sur un prix a minima équivalent à celui de la cession de mars 2008.
- Suite à l'apport de RESALLIANCE CONSEIL au groupe IRD, la société RESALLIANCE SA a donné son accord pour une prise en charge de 50% des pertes éventuelles pour le cas où il s'avèrerait que cet apport n'apporterait pas les fruits escomptés et indemnise IRD Nord Pas de Calais à hauteur de 900 000 €, cette somme pouvant faire l'objet d'un ajustement en fonction du cout final supporté par RESALLIANCE CONSEIL.
- Suite à la cession en 2008 des bâtiments Euralliance et Pont Royal à AVENIR & TERRITOIRES, BATIXIS garantit les frais de vacances locatives du bâtiment sur une durée de 12 mois.

5. Informations en matière d'analyse sectorielle

Le groupe IRD NORD PAS DE CALAIS regroupe 4 pôles d'activité :

- Le pôle capital développement comprend les structures suivantes :

Entité	30 JUIN 2009			
	% Contrôle	% d'intérêts	détenues par	Mode de consolidation
ADER	33,33%	19,12%	IRD	MEE
ALLIANSYS - NORD CREATION	67,84%	38,92%	IRD	IG
ARTOIS EXPANSION	87,50%	87,50%	IRD	IG
CONSTRUIRE DEMAIN	55,00%	31,55%	IRD	IG
COTE OPALE EXPANSION	54,61%	31,33%	IRD	IG
CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS	57,37%	57,37%	IRD	IG
FLANDRE EXPANSION	57,59%	33,04%	IRD	IG
IDEF	35,00%	35,00%	IRD	IG
SAINT OMER EXPANSION	50,91%	29,21%	IRD	IG
SAMBRE AVESNOIS EXPANSION	70,02%	40,17%	IRD	IG

- Le pôle immobilier rassemblant les entités :

Entité	30 JUIN 2009			
	% Contrôle	% d'intérêts	détenues par	Mode de consolidation
AVENIR & TERRITOIRES	76,09%	75,04%	IRD	IG
BATIXIA	18,00%	17,75%	IRD	MEE
BATIXIS	100,00%	98,63%	IRD	IG
CIE METROPOLITAINE D'INVESTISSEMENT	98,53%	98,53%	IRD	IG
EPARGNANCE	21,47%	21,47%	IRD	IG
FONCIERE DE LA PILATERIE	100,00%	98,63%	IRD	IG
FORELOG	80,00%	79,93%	IRD et CMI	IG
IMMOBILIERE DE LA FILATURE DU SARTEL	100,00%	98,63%	IRD	IG
MILLEPERTUIS	100,00%	100,00%	IRD	IG
SCI BUET DE VENDEVILLE	100,00%	79,92%	IRD et CMI	IG
SCI GMA	100,00%	79,92%	IRD et CMI	IG
SCI MARCQ DELCENSERIE	100,00%	79,92%	IRD et CMI	IG
SCI MARCQ HIPPODROME	100,00%	79,92%	IRD et CMI	IG
SCI MARCQ POIVRE	100,00%	79,92%	IRD et CMI	IG
SCI DE L'OFFICINE	100,00%	75,04%	IRD	IG
SCIGI	100,00%	100,00%	IRD	IG

- Le pôle intermédiation rassemblant les sociétés :

Entité	30 JUIN 2009			
	% Contrôle	% d'intérêts	détenues par	Mode de consolidation
MARKET IN WEB / RESONEGO	100,00%	100,00%	IRD	IG
NORD TRANSMISSION	100,00%	100,00%	IRD	IG
RESALLIANCE ET ASSOCIES	84,98%	84,98%	IRD	IG
RPC ET ASSOCIES	76,00%	76,00%	IRD	IG
RPC ET ASSOCIES EST	70,00%	70,00%	IRD	IG
SOREX IMMO	75,00%	75,00%	IRD	IG
SOREX METROPOLE			dissolution	

- Le pôle conseil, avec les entités :

Entité	30 JUIN 2009			
	% Contrôle	% d'intérêts	détenues par	Mode de consolidation
ANTFIELD	100,00%	94,90%	RESALLIANCE CONSEIL	IG
MAP HOLDING	100,00%	94,90%	RESALLIANCE CONSEIL	IG
MARKET AUDIT	100,00%	94,90%	RESALLIANCE CONSEIL	IG
RESALLIANCE CONSEIL	94,90%	94,90%	IRD	IG
TOUS TERRAINS ASSOCIES	100,00%	94,89%	RESALLIANCE CONSEIL	IG

L'approche bilancielle par activité des éléments consolidés se présente comme suit :

ACTIF en K€	TOTAL ACTIVITE	CAPITAL INVESTISSEMNT	INTERMEDIATION	IMMOBILIER	CONSEIL	DIVERS
Ecarts d'acquisition	1 622	40	421	-	1 161	-
Autres Immobilisations incorporelles	574	-	444	1	68	62
Immeubles de placement	78 936	-	-	78 936	-	-
Autres Immobilisations corporelles	30 482	7	79	30 037	247	112
Titres évalués par mise en équivalence	2 911	204	-	2 707	-	-
Actifs financiers évalués à la juste valeur	58 190	47 203	37	8 100	131	2 718
Impôts non courants	873	-	20	732	27	94
Autres actifs non courants	2 715	1 021	-	176	-	1 518
ACTIF NON COURANT	176 302	48 475	1 001	120 688	1 634	4 504
Stock, produits et services en cours	1 476	-	-	1 393	83	-
Clients et comptes rattachés	4 222	26	636	2 256	1 274	30
Autres actifs courants	7 143	4 257	89	1 949	517	331
Actifs destinés à être cédés	2 179	-	-	1 847	332	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie	35 411	4 310	459	1 982	1 171	27 489
ACTIF COURANT	50 431	8 594	1 183	9 427	3 377	27 850
TOTAL ACTIF	226 733	57 069	2 184	130 115	5 011	32 354

PASSIF en K€	TOTAL ACTIVITE	CAPITAL INVESTISSEMNT	INTERMEDIATION	IMMOBILIER	CONSEIL	DIVERS
Capital souscrit	44 275	-	-	-	-	44 275
Primes d'émission	13 081	-	-	-	-	13 081
Réserves	17 711	4 758	1 042	2 516	1 252	12 732
Résultat	1 334	165	123	2 124	84	418
Capitaux propres - Part Groupe	76 402	4 593	1 165	4 641	1 336	69 670
Intérêts HG - Réserves de consolidation	38 154	34 293	117	3 429	315	-
Intérêts HG - Résultat	158	179	10	348	1	-
Capitaux Propres	114 713	38 707	1 058	8 417	1 022	69 670
Emprunts long-terme	84 434	267	-	61 555	137	22 475
Provisions non courantes	733	41	55	17	686	67
Impôts non courants	3 769	-	-	3 769	-	-
Autres passifs non courants	3 958	644	-	3 240	74	-
Passif non courant	92 893	952	55	68 581	897	22 409
Fournisseurs et comptes rattachés	1 864	107	112	1 037	349	259
Dettes financières courantes	6 485	6	76	4 913	1	1 490
Provisions (courant)	26	-	16	-	10	-
Passifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-
Autres passifs courants	10 752	17 298	2 984	47 167	4 776	61 473
Passif Courant	19 126	17 411	3 188	53 117	5 137	59 725
TOTAL PASSIF	226 733	57 069	2 184	130 115	5 011	32 354

Compte de Résultat (en milliers d'Euros)	TOTAL ACTIVITE	CAPITAL INVESTISSEMNT	INTERMEDIATION	IMMOBILIER	CONSEIL	DIVERS
Chiffre d'affaires	6 924	149	1 565	2 876	2 274	61
Résultat de cession et écart d'évaluation à la juste valeur	3 978	438	-	3 342	18	180
TOTAL PRODUITS OPERATIONNELS	10 902	588	1 565	6 217	2 291	241
Autres achats et charges externes	- 3 145	- 144	- 385	- 1 174	- 953	- 489
Charges de personnel	- 4 349	- 546	- 1 068	- 424	- 1 326	- 985
Impôts, taxes et versements assimilés	- 578	- 106	- 35	- 317	- 66	- 54
Dotations aux amortissements et aux provisions	- 95	- 1	- 68	- 3	- 54	- 30
Autres produits et charges opérationnels	570	- 173	- 88	114	22	695
TOTAL CHARGES OPERATIONNELLES	- 7 598	- 970	- 1 644	- 1 804	- 2 377	- 803
RESULTAT OPERATIONNEL	3 305	- 382	- 79	4 413	- 86	- 562
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	407	60	2	22	1	323
Coût de l'endettement financier brut	- 1 319	-	- 2	- 798	- 3	- 516
Coûts financiers nets	- 912	60	-	- 776	- 3	- 193
RESULTAT COURANT	2 392	- 323	- 78	3 637	- 89	- 756
Impôts	- 911	- 4	- 55	- 1 194	4	338
Résultat des activités destinées à être cédées	-	-	-	-	-	-
Part dans le résultat net des MEE	11	- 18	-	29	-	-
Résultat net d'ensemble consolidé	1 492	- 344	- 133	2 472	- 85	- 418
Intérêts minoritaires	158	- 179	- 10	348	- 1	-
RESULTAT NET	1 334	- 165	- 123	2 124	- 84	- 418

6 .DETAIL DES RUBRIQUES RELATIVES AUX ACTIVITES DESTINES A ETRE CEDES

Conformément aux dispositions des normes IFRS 5.33, 5.34 et 5.35, les reclassements à l'actif, au passif et au compte de résultat des activités destinés à être cédés donnent lieu à une présentation dans la présente note.

Le reliquat de titres MENWAY INTERNATIONAL détenus par RESALLIANCE CONSEIL a été inscrit en « actif destiné à être cédé » au 30/06/2009. En effet, le contrat de cession du sous groupe MENWAY prévoit expressément le rachat de ces titres pour une valeur à minima équivalente au prix de la cession intervenue en mars 2008 sur 80% du capital de MENWAY INTERNATIONAL. Il en résulte une valorisation de 332 K€inscrite à l'actif des comptes consolidés.

Au 30/06/09, les cessions de logements sous compromis dont les délais de rétractations sont arrivés à échéance , ont été valorisés à la valeur de cession dans la rubrique « actifs destinés à être cédés ».

Aucun « passif destiné à être cédé » n'est constaté au 30/06/2009.

B - RAPPORT D'ACTIVITE 1^{ER} SEMESTRE 2009

1 - EVENEMENTS DU 1^{ER} SEMESTRE

Livraison de l'immeuble Bayer porté par la SCI DE L'OFFICINE. Investissement de 23,3 M€ (terrain compris) à EURASANTE (superficie de 11.700 m²). Bail ferme de 6 ans, avec une indemnité équivalente à 24 mois, au terme des 6 ans si le locataire ne renouvelle pas le bail.

Cession par BATIXIS des titres SCI DE L'OFFICINE à AVENIR ET TERRITOIRES, sur la base de 3,145 M€.

Levée de dettes bancaires par AVENIR ET TERRITOIRES pour un montant global de 18,5 M€. Entrée du GIPEL dans l'actionariat de A&T (1 M€) et versement de 2 M€ en compte courant par GIPEL.

Mise en place de couvertures de taux sur les prêts à taux variable, d'une durée supérieure à 2 ans, souscrits par IRD (5 M€), BATIXIX (4,9 M€), AVENIR ET TERRITOIRES (14 M€) et SCI DE L'OFFICINE (5 M€).

FORELOG : vente de 6 logements et compromis signés pour 8 logements. Réception de 14 logements acquis en VEFA.

Dépréciation de 1,3 M€ sur TIAP chez CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS.

Gestion de trésorerie IRD : désengagement sur 2 lignes CT de trésorerie auprès de BNP pour montant global de 10 M€ compte tenu de l'excédent de trésorerie du cash pooling.

Apport complémentaire de 100 000 € (en date du 21/01/2009) sur le contrat de liquidité géré par GILBERT DUPONT

Libération du deuxième tiers du nominal de l'augmentation de capital de CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2008 pour un montant de 4.418.382 € (dont 2 469 K€ part de l'IRD).

Libération de capital FCPR Franco Chinois Cathay pour un montant global appelé de 118 K€. Au 30 juin 2009, il reste 502 K€ de capital souscrit non appelé.

2 - ACTIVITES DE CAPITAL INVESTISSEMENT

L'activité est restée soutenue sur le premier semestre 2009 avec des nombres de contacts utiles et de dossiers étudiés en progression, par le maintien d'une présence importante auprès des entreprises régionales et le développement des sociétés locales d'investissement.

37 opérations ont été mises en place représentant 5,2 M€. Compte tenu des dossiers en attente de versement et en cours d'étude, les objectifs budgétaires de décaissement de 10 M€ devraient pouvoir être atteints, sans dégradation de notre politique d'engagement.

ACTIVITE			
	Cumul		% de variation
	juin-09	juin-08	
<i>Contacts</i>	207	197	5%
<i>Dossiers à l'étude</i>	31	28	11%
<i>Dossiers étudiés</i>	76	65	17%
<i>Dossiers comités</i>	49	54	-9%
<i>Dossiers agréés</i>	45	52	-13%
<i>Concours versés</i>	37	38	-3%

EXPLOITATION			
	Cumul		% de variation
	juin-09	juin-08	
<i>Participations</i>	2 446 160 €	1 571 038 €	56%
<i>Comptes courants</i>	586 503 €	712 975 €	-18%
<i>Obligations convertibles</i>	2 208 681 €	312 538 €	607%
Total versements	5 241 345 €	2 596 551 €	102%

Au 30 juin 2009, le groupe IRD, au travers de ses différentes sociétés d'investissement, étaient présents auprès de 261 entreprises (230 à fin juin 2008), pour un portefeuille en valeur brute de 45,6 M€ en progression de 20 % par rapport à juin 2008.

PORTEFEUILLE					
	Nombre		Montants		% de variation
	juin-09	juin-08	juin-09	juin-08	
<i>Participations</i>	246	220	29 419 449 €	25 788 499 €	
<i>Comptes courants</i>	74	68	2 190 731 €	3 229 405 €	
<i>Obligations convertibles</i>	89	72	14 007 328 €	9 040 152 €	
Montant total			45 617 507 €	38 058 056 €	20%

Le premier semestre a également été marqué par la détérioration de la situation financière de certaines participations, générant ainsi des provisions importantes notamment au niveau de CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS, ainsi que par le report de cessions de lignes en cours de négociations.

Le cumul de ces deux facteurs a pesé sur la contribution des activités de capital investissement au résultat consolidé du groupe. Cette contribution s'est élevée sur le premier semestre à - 344 K€ contre + 1.650 K€ sur les six premiers mois 2008. Il faut cependant préciser que cette dégradation est concentrée sur moins de 10 % du portefeuille, 5 opérations représentant à elles seules 60 % des dotations aux provisions de la période.

2-1 CROISSANCE NORD PAS-DE-CALAIS

Evènements importants

Libération du deuxième tiers du nominal de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 27 mai 2008 pour un montant de 4.418.382 €.

Au 30 juin 2009, le capital social de la société s'élève à 47 500 260 € (dont versé 43 081 878 €) plus une prime d'émission de 5 300 245 €. Le montant du capital souscrit et non appelé s'élève à 4.418.382 €.

Acquisition, au 30 Juin 2009, de titres de la société INOVAM, soit 13.570 actions de catégorie B au prix unitaire de 9,40 €. La participation directe de CROISSANCE NORD PAS-DE-CALAIS a été portée de 6,02% à 8,74%. Compte tenu de la propre acquisition de titres INOVAM par ALLIANSYS, sa participation indirecte s'élève au 30 Juin 2009 à 16,71%.

Activité du semestre

Sur le premier semestre 2009, le nombre de contacts et de projets en étude ou étudiés est resté soutenu.

L'activité se résume ainsi :

	30/06/2008		30/06/2009	
	Nombre	K€	Nombre	K€
Contacts	69	-	78	-
Dossiers étudiés	44	-	46	-
Dossiers présentés Comité	17	9 813	14	4 510
Dossiers versés	6	1 179	13	3 887
Dossiers attente versement	11	6 458	5	1 246
Dossiers annulés après Comité	2	1 900	3	1 470

Le comité d'investissement s'est réuni à 7 reprises pour examiner 14 projets. Il en a agréé 13, ajourné 1 qui a été agréé après avoir été réétudié.

13 versements ont été réalisés pour un montant de 3 887 K€ : 3 050 K€ de versements, dont 1 456 K€ sur des décisions de 2008, et 837 K€ de « versements techniques » (conversions de comptes courants en o/c...).

5 décisions comité sont en attente de versement pour 1 246 K€, dont 2 sur des accords comité donnés en 2008 (pour 400 K€).

L'activité constatée au 30 Juin 2009 laisse présager que, sur l'exercice, les contacts atteindront un niveau élevé (110 à 120 contacts), que le nombre de versements se situera aux alentours de 18 et que le montant investi pourrait se situer autour de 6,5 M€.

Au 30 juin 2009, CROISSANCE NORD PAS DE CALAIS accompagne 116 entreprises (contre 109 en 2008), pour un total de 36 397 K€ (contre 28 881 K€ en 2008), et depuis sa création, la société a investi 72 880 K€ dans 253 entreprises.

Résultat au 30 juin 2009

Il s'établit à – 1 203 K€, pour un budget de + 611 K€ et un réalisé au 30 juin 2008 de + 364 K€.

L'écart budgétaire de – 1 814 K€ est essentiellement du à l'impact de la conjoncture économique, d'une part sur les augmentations des provisions nécessaires et d'autre part au retard sur les réalisations de cessions budgétées.

Perspectives au 31 décembre 2009

Le résultat prévisionnel au 31 décembre 2009 pourrait se présenter comme suit :

Produits financiers sur o/c	700
Produits financiers de trésorerie	68
Dividendes	181

TOTAL	949

Produits de cession	593
Reprise de provision	912
Sorties des titres -	611

TOTAL Produits	1 842

Charges de fonctionnement	1 763
Dotation aux provisions	1 506

TOTAL Charges	3 269

Résultat envisagé au 31/12/2009 - 1 426 K€

Des négociations de cession de lignes sont en cours et si elles aboutissent le résultat pourrait être amélioré de l'ordre de 2 500 K€.

2- 2 ALLIANSYS - NORD CREATION

Evènements importants

Acquisition, au 30 juin 2009, de titres de la société INOVAM, soit 13.570 actions de catégorie B au prix unitaire sur base situation nette au 31 Décembre 2008 de € 9,40. La participation directe d'ALLIANSYS au capital de la société INOVAM a été portée de 9,04% à 11,75%.

Activité du semestre

L'activité se résume ainsi :

	1 ^{er} sem. 2008	K€	1 ^{er} sem. 2009	K€
Contacts	82	NS	82	NS
Dossiers étudiés	29	NS	27	NS
Dossiers présentés au comité	18	1032	17	1075
Dossiers agréés	18	887	15	955
Dossiers versés	18	887	11	758*
Concours en attente de versement	9	299	15	748

* dont 210 K€ suite à des opérations de conversion (TEHMS et SIRS).

Le nombre de contacts et de dossiers étudiés et présentés au comité est équivalent à celui de l'année dernière pour la même période.

Le nombre de dossiers agréés (15) est sensiblement inférieur mais le montant agréé (955 K€) est supérieur.

Le nombre de dossiers versés est en net recul, de même, mais dans une moindre mesure, en ce qui concerne le volume de versements (758 K€).

On note un stock de versements bien plus important (748 K€).

Sur les 11 versements réalisés, 7 correspondent à de nouvelles participations, dont 4 concernent des créations et 3 des interventions en phase de développement.

L'engagement moyen pour ces nouvelles participations est d'environ 80 K€ (contre 85 K€ pour le 1^{er} semestre 2008).

Au cours du 1^{er} semestre 2009, la société a connu 4 sorties qui ont généré une plus value globale brute (avant rétrocession OSEO) de 608 K€.

Elle a supporté 3 défaillances. La perte globale (après garantie) est de 94 K€. Ces défaillances ont impacté le résultat du 1^{er} semestre 2009 à hauteur de 12,5 K€ en raison des provisions existantes à fin 2008.

Résultat au 30 juin 2009

Il en ressort un résultat net sur la période de + 348 K€ pour + 47 K€ budgété et un réalisé au 30 juin 2008 de + 154 K€.

Perspectives au 31 décembre 2009

Le résultat prévisionnel au 31 décembre 2009 pourrait se présenter comme suit :

Produits financiers sur o/c et c/c	110
Produits financiers de trésorerie	50
Dividendes et primes de non conversion	32

TOTAL	192
Produits d'exploitation	318
Produits de cession	1 207
Reprise de provisions	486
Sorties des éléments cédés	- 920

TOTAL Produits	1 283
Charges de fonctionnement	630
Dotation aux provisions	515

TOTAL Charges	1 145
Résultat envisagé au 31/12/2009	138

Pour un budget initial de + 94 K€

2-3 INOVAM (hors périmètre de consolidation)

Evènement du semestre

Par du 30 juin 2009, le FPMEI FCPR, fonds géré par la CDC ENTREPRISES, a procédé aux cessions de 10,87% (soit 55.000 actions de catégorie B) sur les 21,08% qu'il détenait au capital de la Société au profit de la CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE NORD France EUROPE, d'ALLIANSYS, de CROISSANCE NORD PAS-DE-CALAIS et du GIPEL. Le taux global de détention des acteurs privés au capital de la Société ressort en conséquence au 30 Juin 2009 à 50,02 %.

Activité du semestre

L'activité se résume ainsi :

	1 ^{er} sem. 2009	€	1 ^{er} sem. 2008	€
Contacts	27	-	19	-
Dossiers étudiés	12	-	8	-
Dossiers présentés au comité	10	830 349	8	816 861
Dossiers agréés	9	650 349	8	816 861
Dossiers versés	7	330 685	6	272 883
Capital	4	160 017	4	132 904
Cptes courants*		20 318		
Oblig. convertibles	3	150 150	2	139 979

*: le versement en Compte courant étant associé à un versement en capital, il n'est pas comptabilisé comme un versement.

Au cours du premier semestre 2009, 27 dossiers ont été ouverts, 12 dossiers ont fait l'objet d'études et 10 dossiers ont été présentés au comité dont 9 ont été agréés. Un dossier a été différé.

- 7 versements ont été mis en place pour un montant global de 331 K€ :
- 4 participations ont été réalisées au cours de ce dernier trimestre.
- 3 versements en OC.

Aucune cession n'a été réalisée.

INOVAM n'a pas connu de défaillance au cours de ce premier semestre.

Au 30 Juin 2009, l'investissement en portefeuille d'INOVAM est de 1 971 K€ dont 1 065 K€ en capital, 20 K€ en compte courants et 886 K€ en obligations convertibles.

Les concours restant à verser représentent un montant global de 903 K€.

L'analyse par secteur d'activité montre que le portefeuille est équilibré en terme de nombre de lignes actives entre les métiers de la santé et les métiers des TIC. A noter le développement des cleantechs.

- Santé (Biotechnologies, Medical devices...).

41% en nombre de lignes, 43% en valeur.

- Cleantech (énergie, environnement, transport, matières premières...)

- TIC (Télécom, Logiciels...)

47% en nombre de lignes, 47% en valeur.

Résultat au 30 juin 2009

Il en ressort un résultat net sur la période de - 102 K€ pour un budget initial à - 48 K€ et un résultat net de - 89 K€ au 30 juin 2008.

Perspectives au 31 décembre 2009

Les prévisions d'activité sont basées pour l'année 2009 sur un rythme similaire à celui de 2008 avec une attention portée sur l'accompagnement des lignes actuelles du portefeuille.

2-4 SOCIETES TERRITORIALES ET SECTORIELLES D'INVESTISSEMENT

Merci de vous reporter au tableau de bord en annexe.

3 - ACTIVITES D'INTERMEDIATION

3-1 RESONEGO - MARKET IN WEB

Evènement du semestre

La société a change de dénomination pour adopter celle de RESONEGO.

Activité du semestre

Le premier semestre se termine avec deux indicateurs encourageants :

- une hausse significative du chiffre d'affaire de la structure, qui passe de 40 727 € au 30/6/08 à 52 325 € au 30/6/09 (+28%),
- une hausse importante du nombre d'adhérents : 305 au 30/6/09 contre 210 au 30/6/08 (+45%)

La stratégie de développement mise en place depuis le début de l'année semble porter ses fruits, l'objectif étant l'atteinte du seuil de 400 adhérents. Le changement de dénomination de l'entreprise a été accompagné d'une campagne de communication importante avec un carnet d'offres privilégiées pour les adhérents, ce qui a permis une augmentation du volume de transaction globale.

Résultat au 30 juin 2009

Le résultat du premier semestre est en forte amélioration par rapport à la même période de l'année dernière, passant ainsi de -177 933 € au 30/6/08 à - 89 613 € au 30/6/09.

Perspectives au 31 décembre 2009

L'équilibre opérationnel n'est pas encore atteint mais cet objectif est maintenant accessible. Plusieurs accords importants sont en attente de signature pour le second semestre.

3-2 NORD TRANSMISSION

Evènement du semestre

Aucun évènement particulier n'est à signaler.

Activité du semestre

A la fin du 1^{er} semestre :

- 2 opérations ont été réalisées pour une facturation globale hors taxes de 279.734 €

Résultat au 30 juin 2009

Au premier semestre, la société dégage une perte de 16 033 € contre une perte de 60 453 € au premier semestre 2008.

Perspectives au 31 décembre 2009

- 24 missions sont à l'étude dont 3 dossiers au stade d'un protocole sous conditions suspensives signé pour un montant potentiel d'honoraires global hors taxes de 369.000 €.

Compte tenu des dossiers qui pourraient être réalisés, la société devrait dégager un résultat largement positif au 31 décembre 2009.

3-3 RESALLIANCE ET ASSOCIES

Evènement du semestre

Aucun évènement significatif n'est à signaler

Activité du semestre

Au premier semestre 2009, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 120 000 € correspondant à des mandats qui lui ont été confiés par des clients dans le cadre de son activité de CIF.

Résultat au 30 juin 2009

Le résultat de la période s'établit à 12 562 €

Perspectives au 31 décembre 2009

Un travail est engagé sur la structuration de la société pour développer l'activité « ingénierie financière et recherche de financements ».

3-4 RPC ET ASSOCIES

Evènement du semestre

Restructuration de l'établissement parisien.

Activité du semestre

L'activité de RPC à fin juin est conforme aux prévisions.

L'évolution du chiffre d'affaire se confirme :

- augmentation forme de la transition (outplacement),
- diminution du recrutement, aujourd'hui 37% au lieu de 65%.

On note les très bonnes performances du site de Nantes qui réalise la totalité du budget de la société alors que Paris est en totale reconstruction : licenciement économique de la totalité de l'effectif puis remise en route avec Martin CHEVILLARD en qualité de travailleur indépendant avant son recrutement définitif si les performances sont au rendez-vous.

Le CA au 30 juin s'établit à 1134 K€ contre 1 368K€ au 30 juin 2008.

Résultat au 30 juin 2009

Résultat après IS s'établit à 116 K€ contre 162 K€ l'exercice précédent.

Perspectives au 31 décembre 2009

L'année devrait être conforme aux prévisions.

3-5 RPC ET ASSOCIES EST

Evènement du semestre

Aucun évènement important n'est à signaler.

Activité du semestre

L'activité du semestre se résume ainsi :

RPC & Associés Est	1er sem. 2008	1er sem. 2009	budget 2009	Charges 30-06- 2009	Contribution au résultat
Animation ADER		4 125,00 €	8 250,00 €		
Etudes de dossiers ADER		20 090,00 €	33 440,00 €		
Prestations accompagnement ADER		3 060,00 €	6 900,00 €		
Accompagnement entreprises investies		6 500,00 €	6 900,00 €		
Prestations de conseil autres		5 250,00 €	46 000,00 €		
Prestations de cessions/acquisition		- €	40 000,00 €		
Produits divers		144,00 €	- €		
TOTAL	- €	39 169,00 €	141 490,00 €	64 018,00 €	- 24 849,00 €

Opérations réalisées ou en cours au 30 juin 2009 :

- Animation et développement de la société ADER Investissements :

RPC et Associés Est a organisé les réunions du comité d'investissements et animé le réseau des actionnaires conformément à la convention en cours.

- Recherche et étude de projets pour ADER Investissements :

13 contacts nouveaux ont été établis pouvant donner lieu à une intervention d'ADER Investissements, dont 4 potentiellement en co-investissement avec les filiales de l'IRD (2 en création/primo développement, 8 en développement, 2 en reprise, et 1 en retournement).

7 projets ont été mis à l'étude.

Le comité d'investissements s'est réuni 5 fois en février, mars, avril, mai et juin et 6 projets sont acceptés.

- Intermédiation en transmission d'entreprise : aucune activité significative dans ce domaine au premier trimestre 2009.

- Activité de conseil aux entreprises : 1 contrat d'assistance à la rédaction d'un plan d'affaires en vue d'une levée de fonds a été signé.

Résultat au 30 juin 2009

Le résultat de la période est une perte de 24 849 €.

Perspectives au 31 décembre 2009

- Recherche et étude de projets pour ADER Investissements, l'objectif à fin 2009 prévoit 8 projets acceptés sur l'année.

Intermédiation en transmission d'entreprise : en absence de mandat actif en juin 2009, la perspective de chiffre d'affaires dans ce domaine est nulle.

Activités de conseil aux entreprises : la perspective de CA à fin 2009 est la suivante est de 56 K€.

Les perspectives à fin d'année sont les suivantes : un total de produits de 106 K€ pour un total des charges (budget) de 132 K€ et un résultat prévisionnel de – 26 k€.

3-7 SOREX IMMO (détenue à 75 % par IRD NPDC)

Evènement du semestre

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

Activité du semestre

Au sein du Pôle Immobilier, SOREX IMMO a en charge la recherche et la commercialisation d'opérations immobilières.

SOREX IMMO a réalisé un produit d'exploitation de 38.146 €. Un chiffre d'affaires de 640.000 € est actuellement en cours de négociation.

Résultat au 30 juin 2009

Le résultat de la période est une perte de 120 961 €.

Perspectives au 31 décembre 2009

L'objectif de chiffre d'affaires pour l'exercice 2009 est de 400.000 €.

4 - ACTIVITE IMMOBILIERE

4-1 FORELOG

Evènement du semestre

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

Activité du semestre

Gestion locative :

Après un premier trimestre relativement stable, une rotation plus importante a été constatée sur les 5 SCI au trimestre suivant, se traduisant au total par 20 sorties, contre 16 en 2008 (dont 9 sur des biens mis en vente), et 10 relocations.

Pour ce qui concerne les biens acquis en VEFA, 2 logements livrés fin 2008 ont été loués début janvier, 1 logement de 2008, libéré fin juin, sera reloué début juillet. Les loyers, hors charges, appelés pour la période se sont élevés à 724 K€ (720 K€ en 2008).

Gestion du patrimoine :

- 5 maisons et 1 appartement vendus par 3 SCI
- 8 compromis de vente signés
- 14 logements neufs livrés
- 3 nouveaux programmes de VEFA

Les produits d'exploitation (FORELOG + SCI) s'élèvent à 770 K€ au 30 juin 2009, inférieurs au budget cumulé de 841 K€ car plusieurs maisons sont vacantes en attente de vente et des livraisons de maisons sur Forélog ont été retardées.

Au 30 juin 2009, l'actif immobilisé cumulé (FORELOG et les 5 SCI) s'élève à 28 701 K€ en valeur brute et à 24 806 K€ en valeur nette pour 21 017 € au 30 juin 2008.

Ses titres de participation s'élevaient à un montant net de 3 746 K€ (titres de 5 SCI).

Résultat au 30 juin 2009

Le résultat net s'établit à 345 K€ contre 361 K€ budgétés et - 42 K€ au 30 juin 2008.

Perspectives au 31 décembre 2009

L'année 2009 connaîtra une évolution importante du parc :

Au total, 21 logements neufs seront réceptionnés en 2009.

La vente de 18 logements anciens est d'ores et déjà envisageable d'ici à la fin de l'année.

Les engagements pris à ce jour porteront le patrimoine à 146 logements fin 2009.

Sauf opportunité d'achat exceptionnelle, les prochaines acquisitions en VEFA concerneront des livraisons a minima sur 2010.

4-2 SCI GI

Evènement du semestre

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

Activité du semestre

La S.C.I.G.I porte l'ensemble immobilier sis 40 rue Eugène Jacquet à MARCO-EN-BAROEUL. Son activité consiste en la mise à disposition de cet immeuble auprès des services d'Entreprises et Cités et d'organisations professionnelles.

Par anticipation et facilité d'exploitation, les travaux du parking ont été démarrés.

Au 30 juin 2009, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 584.000 € contre 561.129 € au 30 juin 2008.

Résultat au 30 juin 2009

La période se solde par un bénéfice de 60 330 € contre un bénéfice de 48 814 € au 30 juin 2008.

4-3 BATIXIS

Evènement du semestre

- Livraison de l'immeuble "Bayer Pharma" à EURASANTE.
- Cession des parts de la SCI de l'OFFICINE à AVENIR ET TERRITOIRES.

Activité du semestre

Activité commerciale

25 nouveaux dossiers sont entrés en phase « contact » au cours du 1er semestre 2009 (40 pour le 1er semestre de l'année 2008)
8 dossiers sont passés au stade « étude » au cours du 1er semestre 2009 (15 pour le 1er semestre de l'année 2008)
5 dossiers ont été accordés au cours du 1er semestre 2009 (16 pour le 1er semestre 2008)
1 dossier a été versé au cours du 1er semestre 2009 (0 pour le 1er semestre 2008)

Activité locative

Au 1er semestre 2009, les immeubles en exploitation ont généré les revenus locatifs suivants :

	DATE ACQUISITION	NATURE	LOYERS H.T facturés Du 01/01/2009 au 30/06/2009	MONTANT HT DE L'ACQUISITION	TAUX OCCUPATION	OBSERVATIONS
EUROPARC V. D'ASCQ M5 : 753 m ²	2001	Bureaux	47 837,81 €	637.738 €	M5 : 100 %	
Rue de l'Albeck DUNKERQUE 2.523 m ²	2007	Bureaux + entrepôts	29 747,12 €	512.376 €	100 %	
MARQUETTE 2.940 m ²	2007	Surfaces Commerciales	0 €	4.216.160 €	0 %	Immeuble sous VEFA. Non construit à ce jour
Rue Jules Guesde HEM 8.700 m ²	2008	Atelier	130.000,00€	2.045.000 €	100 %	Immeuble mis en location à compter du 01/09/2008
Centre de Services Haute Borne Villeneuve d'Ascq 2.860 m ²	2008	Bureaux Services	0 €	5.800.000 €	0 %	Immeuble sous VEFA. Non livré à ce jour
Crèche Sars et Rosières 225 m ²	2008	Crèche	0 €	230.000 €	100 %	Immeuble Livré au 25/05/2009

* TOTAL facturé au 30 juin 2009 (1er semestre - hors récupération de charges) : 207.584,93 € HT

Gestion locative pour compte d'autrui

BATIXIS assure actuellement la gestion locative (rédaction des baux commerciaux et suivi des loyers et des charges) pour le compte de 8 sociétés du Groupe ou extérieures,

4 nouveaux contrats de gestion locative ont été signés.

Capital Développement

Au cours du 1^{er} semestre 2009, BATIXIS a pris 3 nouvelles participations.

SCI DU CONSULAT

Ce projet consiste en la reprise d'un contrat de Crédit Bail Immobilier portant l'immeuble occupé par la société Minot Recyclage Textile sur la ZI de Douvrin. Cet ensemble immobilier représente une surface développée de 7.376 m² sur un foncier de 24.308 m².

Cette opération représente un investissement de 1.186.300 € pour BATIXIS.

SAS DES DEUX PONTS

La société LOISON a souhaité céder le contrat de Crédit Bail Immobilier portant le site exploité à Armentières. Celui-ci présente une surface de 4.810 m² sur un foncier de 17.000 m².

La mise en place de cette opération a généré un versement de 950.000 € en fonds propres pour BATIXIS.

SCI DU CHEVALEMENT (API)

Cette société civile a pour objet de réaliser la construction d'un immeuble de 700 m² destiné à accueillir la société API sur la Zone du Chevalement à ROOST WARENDIN.

Cette opération représente un investissement en fonds propres de 75.000 €.

Résultat au 30 juin 2009

Après une imposition de 202 K€, le résultat s'établit à la somme de + 451K€ contre + 522 K€ budgétés et + 39 K€ au 30 juin 2008.

Perspectives au 31 décembre 2009

Le résultat prévisionnel au 31 décembre 2009 pourrait se présenter comme suit :

Loyers et charges locatives	592
Groupement de moyens	410
Mandats de gestion	122
Prestations commerciales	1 227
Autres produits	130
TOTAL	2 481
Produits financiers	577
Produits de cession	3 145
Sorties des immeubles	- 3 100
TOTAL Produits	3 103
Charges de fonctionnement	2 186
Charges financières	447
Impôts	155
TOTAL Charges	2 788
Résultat prévisionnel au 31/12/2009	315 K€

4-4 COMPAGNIE METROPOLITAINE D'INVESTISSEMENT

CMI étant une société holding, son activité s'apprécie au travers de ses filiales et participations, lesquelles relèvent, les unes du secteur réglementé du logement (HLM), les autres de l'investissement locatif libre.

Evènement du semestre

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

Activité du semestre

Sociétés du secteur réglementé du logement.

CMI détient, au 30 juin 2009, des participations significatives dans les sociétés SLE HABITAT, LOGICIL (indirectement), LOGIS DE FLANDRE et MAISON ROUBAISIENNE-NOTRE MAISON, animées par l'A.G.C.M.H. (ASSOCIATION DE GESTION DE LA C.M.H) et ses collaborateurs.

L'ensemble de ces filiales gèrent 52 769 logements dont 47 820 logements dans la région, 4 898 en région parisienne et 51 en région nantaise.

Les données agrégées caractéristiques de l'activité arrêtée à la fin du 1^{er} semestre 2009 de ces filiales sont les suivantes :

- 50 111 logements gérés
- 2 658 foyers gérés
- 2 283 logements nouveaux mis en service
- 1 612 logements commandés ou en cours de construction
- 59 logements vendus

- 103,118 M€ de loyers
- 81,552 M€ d'investissements en construction et en foncier
- 24,299 M€ en réhabilitations et amélioration du parc locatif
- 4,734 M€ de ventes de logements

Sociétés du secteur de l'investissement locatif libre.

FORELOG SAS

CMI détient 5% du capital cette société (voir exposé au présent rapport).

SARL FONCIERE DE FLANDRE, dont détient 10 % du capital, est propriétaire de 10 logements gérés. Son activité au 1^{er} semestre 2009 s'est traduite par 22 logements commandés ou en cours de construction et 1,4 M€ d'investissement en construction et en foncier.

SAS CAPCIL, dont CMI détient 1,08 % du capital, continue d'accroître le patrimoine de ses SCI filiales dédiées au logement de moyenne gamme

CMI détient également des participations au sein des sociétés NORD MOBILITE et BUREAUX DU SART, qui ne présentent pas d'influence notable sur sa situation.

Résultat au 30 juin 2009

Les SA HLM ne distribuant pas de dividende et les autres sociétés affiliées n'étant pas encore parvenues à maturité, les produits de CMI sont constitués, au 30 juin 2009, par 10 K€ d'intérêts au titre de la centralisation de la trésorerie auprès de l'IRD.

Le résultat net comptable de CMI s'avère déficitaire de 12 K€ au 30 juin 2009 contre un résultat bénéficiaire de 18,9 K€ au 30 juin 2008.

Perspectives au 31 décembre 2009

La structure change de dénomination en septembre pour adopter le nom de VILOGIA.

4-5 AVENIR ET TERRITOIRES

Evènement du semestre

Souscription par le GIPEL de 10.000 actions nouvelles de valeur nominale de 100 €, souscrites à la valeur nominale de 100 €, pour un montant total de 1.000.000 €. Ainsi, dans le cadre de la variabilité du capital, le capital social effectif de la société a été porté de 4.437.000 € à 5.437.000 €. Le GIPEL a également réalisé un apport en compte courant pour un montant de 2.000.000 €.

Acquisition des titres de la SCI de L'OFFICINE le 24 avril 2009.

Activité du semestre

Son activité consiste en la gestion locative des immeubles dont elle est propriétaire
Le CA de la période s'est élevé à 904 K€ et son résultat d'exploitation à 156 k€.

Résultat au 30 juin 2009

Après un résultat financier de - 382 K€ (dont frais financiers 503 K€), le résultat de la période s'élève à - 214 K€.

Perspectives au 31 décembre 2009

Une souscription de capital doit intervenir au second semestre par BATIXIS pour environ 6 M€ et par des investisseurs privés.

4-6 SCI DE L'OFFICINE

Evènement du semestre

Les titres de la SCI de L'OFFICINE ont été cédés à la Foncière AVENIR ET TERRITOIRES le 24 avril 2009.

Activité du semestre

La société a réalisé le siège national de Bayer Schering Pharma sur le Parc EURASANTE à LOOS pour une surface de 11.741 m². Cet immeuble a été livré le 19 mars 2009. Il est actuellement occupé en totalité par Bayer Schering Pharma.

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2009 est de 434.000 €.

Résultat au 30 juin 2009

Le résultat de la période est une perte de 86 K€.

Perspectives au 31 décembre 2009

La société poursuivra la location de son immeuble pendant toute la durée du bail.

4-7 FONCIERE DE LA PILATERIE

Evènement du semestre

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

Activité du semestre

L'Immobilière de la Pilaterie a été créée le 06 mai 2008 et l'objet de cette société est de porter un foncier de l'ordre de 6 hectares sur la Zone Industrielle de la PILATERIE.

Un permis de construire développant un programme tertiaire de 65.000 m² shon a été obtenu et purgé.

En anticipation, des travaux de terrassements ont été déclenchés.

Au 30 juin 2009, les terrassements de voirie ont démarré afin de faciliter la commercialisation du site.

Le chiffre d'affaires réalisé au 30 juin 2009 est de 3.000 €. Il représente la facturation de la location d'un panneau publicitaire installé sur le site.

Résultat au 30 juin 2009

Le résultat de la période s'établit à une perte de 75 K€.

Perspectives au 31 décembre 2009

Aujourd'hui, quelques contacts commerciaux sont en cours d'échanges.

4-8 IMMOBILIERE FILATURE DU SARTEL

Evènement du semestre

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

Activité du semestre

Le 29 décembre 2008, l'IRD lui a cédé la réserve foncière de l'ex site des Filatures du SARTEL. Cette réserve foncière de plus de 6 hectares a été constituée après la démolition de la totalité des immeubles.

Aujourd'hui, plusieurs sorties sont envisagées.

Une étude sur l'implantation d'un village d'artisans a été réalisée.

Une demande de subvention sur les travaux de démolition a été déposée. Un avis devrait être livré courant octobre 2009.

La société n'a pas réalisé de chiffre d'affaires.

Résultat au 30 juin 2009

Le résultat de la période est une perte de 51 K€.

Perspectives au 31 décembre 2009

Les études d'implantation seront poursuivies en liaison avec les équipes de LMCU.

5 - ACTIVITES DE CONSEIL

5-1 RESALLIANCE CONSEIL

Evènement du semestre

Le premier semestre de l'année 2009 a été essentiellement marqué par l'octroi d'un mandat de recherche de locataires confié à 2 agences parisiennes à l'effet de pourvoir à la vacance locative partielle de l'immeuble de la rue Blanche.

Activité du semestre

Au 30 juin 2009, le chiffre d'affaires, pour un montant de 158 678,02 € HT, est exclusivement constitué de la facturation des loyers de sous-location et de la refacturation de charges locatives se répartissant comme suit :

- Loyers	121 113,30 € HT
- Charges locatives	37 564,72 € HT

Ses charges, pour un montant de 305 409 € HT, sont composées principalement du loyer de l'immeuble et des charges de son exploitation ainsi que de quelques frais de groupe.

En raison de la vacance locative partielle de l'immeuble, le résultat d'exploitation ressort à – 146 314 € HT.

Il convient de préciser que le mandat de recherche de locataires n'a encore pas abouti à une solution à ce jour.

Après un résultat financier s'élevant à 46 446 € HT (produits de participations 30 K€ et produits financiers 14 k€) et un résultat exceptionnel s'élevant à 138 463 € HT (reprise sur provisions et transfert de charges pour 159 263 € HT reprise de provisions pour risques), le résultat exceptionnel s'établit à 138 463 € HT.

Au passif du bilan, on note les provisions pour risques pour 619 717 € composé comme suit :

- risque de vacance locative rue Blanche	395 000 €
- risques liés à des contentieux de la GAP HOMINIS	224 717 €

Résultat au 30 juin 2009

Le résultat semestriel ressort à 38 595 € HT contre 113 471 € HT l'exercice précédent.

Perspectives au 31 décembre 2009

Le second semestre va être consacré à la poursuite de la recherche d'une solution de relocation de l'immeuble de la rue Blanche.

5-2 GROUPE MAP HOLDING

Evènement du semestre

Aucun évènement significatif n'est à signaler.

Activité du semestre

Le CA HT net retraité des interco du groupe se monte à 2 110 667 € pour le premier semestre 2009, contre 2 204 700 € pour le semestre comparable de l'année précédente, soit une baisse totale de 4,3 %.

	1er sem 2009	1er sem 2008	Variation
MAP	-	-	-
Market Audit	1 575 384 €	1 648 277 €	-4,4%
Tous Terrains Associés	423 604 €	459 901 €	-7,9%
An't Field	111 679 €	96 521 €	+15,7%
Total	2 110 667 €	2 204 700 €	-4,3%

Le montant des interco est précisé dans le tableau ci dessous :

	Market Audit	Tous Terrains Associés	An't Field	MAP
Market Audit		553 925 €	- €	139 484 €
Tous Terrains Associés	37 685 €		- €	104 279 €
An't Field	1 525 €	- €		24 463 €
MAP	1 800 €	- €	- €	

Compte tenu de la crise économique actuelle, qui impacte fortement le secteur d'activité, la baisse du chiffre d'affaire est relativement modérée et, en tout cas largement inférieure aux hypothèses de travail.

MAP HOLDING

Aucun fait notable n'est à noter sur le semestre, MAP HOLDING n'ayant pas d'activité hormis la gestion pour les sociétés de groupes de ressources partagées.

MARKET AUDIT

La légère baisse du CA, largement inférieure à celle de nombreux concurrents, est largement compensée par un taux de marge meilleur, qui est dû à deux facteurs distincts :

- baisse des charges fixes internes, et des charges variables,
- modification dans la structure du portefeuille d'études réalisées.

La saisonnalité s'est encore accrue lors de ce premier semestre, dont le premier trimestre a été inégal. Mais, encore plus fortement que les autres années, les mois de juin et juillet sont fortement générateurs de CA pour des clients soucieux d'avoir des résultats opérationnels pour la rentrée de septembre. Plusieurs contrats importants permettent d'espérer rattraper ce léger retard de CA dans le deuxième semestre.

TOUS TERRAINS ASSOCIES

La baisse du CA total de l'entreprise est dû à la fois à la baisse des clients extérieurs au groupe et également à Market Audit qui a modifié sa structure d'études (voir ci-dessus).

Cependant, depuis janvier, la société a intensifié son effort commercial auprès des autres cabinets d'études et également des donneurs d'ordres directs. Ces efforts devraient commencer à voir leurs résultats au second semestre.

ANT FIELD

Dans le courant du semestre, la société a étoffé son offre commerciale par la mise en place d'une activité de service informatique et, en particulier, de conception de sites Web.

Cette activité a largement compensée la baisse de l'activité Conseil qui, à elle seule, a perdu près de 21,5% de son CA sur ce premier semestre, dans un contexte particulièrement difficile.

La société met donc l'accent sur le développement de l'activité informatique qui devrait rapidement remplacer l'activité de conseil.

Résultat au 30 juin 2009

	Résultat au 30.06.09	Résultat au 30.06.08
MAP HOLDING	- 4	202
MARKET AUDIT	+ 163	+ 98
TTA	- 71	45-
ANT'FIELD	- 68	- 117

Perspectives au 31 décembre 2009

Le troisième trimestre du Groupe MAP HOLDING devrait être conforme aux prévisions. Le quatrième trimestre sera quant à lui décisif pour les résultats de fin d'année. Les objectifs formulés en début d'année restent cependant inchangés.

6 --CAUTIONNEMENT MUTUEL – NORD FINANCEMENT (Société non consolidée)

Partenaire historique des PME pour faciliter le financement de leurs projets d'investissement et de développement, NORD FINANCEMENT a été très présente ces dernières années dans les financements immobiliers, complétant ainsi l'offre commerciale de l'IRD en matière d'immobilier d'activité.

Tout en restant présente sur ce type d'investissement, la stratégie de NORD FINANCEMENT est aujourd'hui de se recentrer sur le financement des investissements courants de l'entreprise (matériel, véhicules...). Elle accentue pour ce faire sa prospection commerciale, en partenariat avec les outils du Groupe IRD, le Crédit Coopératif et les organisations professionnelles, notamment avec Entreprises et Cités.

NORD FINANCEMENT a réalisé, en 2008, 21,5 M€ de versements, avec un stock à verser de 4,1 M€. Pour 2009, l'objectif est de 30 M€.

Dans un contexte économique difficile où beaucoup de projets d'investissements sont au minimum reportés, les principaux indicateurs de l'activité de NORD FINANCEMENT au 30 juin 2009 sont les suivants :

	2008	2009
• Dossiers agréés par NORD FINANCEMENT	19 551 k€	18 014 k€
• Dossiers accordés	14 449 k€	12 339 k€
• Versements	11 573 k€	8 521 k€
• Stock à verser	2 179 k€	5 799 k€
• Total Versements + Stock	13 752 k€	14 320 k€

Au 10 septembre 2009 les indicateurs étaient les suivants :

	2008	2009
• Dossiers agréés par NORD FINANCEMENT	30 284 k€	22 479 k€
• Dossiers accordés	21 170 k€	18 478 k€
• Versements	15 025 k€	12 850 k€
• Stock à verser	5 365 k€	5 946 k€
• Total Versements + Stock	20 390 k€	18 796 k€

7 - DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES DU SECOND SEMESTRE

Nature des risques potentiels

Dans le cadre de ses activités, le groupe IRD subit potentiellement l'impact de la crise économique tant au niveau de son activité que de ses résultats :

- Le report des programmes d'investissement ou des projets de développement des entreprises peuvent influencer le niveau des activités du groupe et, tout particulièrement dans le contexte actuel, les activités de capital investissement et les interventions immobilières ou en garantie de financements bancaires. Il en est de même des activités de conseils en cession ou reprises d'entreprises.
- Au niveau de ses portefeuilles d'investissement, la dégradation de la situation financière des entreprises peut imposer de provisionner certaines lignes de participations ou d'en réviser la valorisation. Dans la même logique, la valeur de certains actifs immobiliers peut subir l'impact des conditions de marché.
- Enfin, l'évolution des taux de rémunération sur les marchés financiers ou des indices boursiers peut potentiellement impacter la valeur des placements de trésorerie.

Impact sur le groupe pour l'année 2009

Capital Investissement et garantie des financements bancaires

Le groupe IRD a vocation à accompagner les entreprises régionales, dans le cadre de projets de création, reprise, transmission ou de développement. Ses interventions se concrétisent par des apports financiers qui viennent consolider les financements de l'entreprise et renforcer, par des interventions en fonds propres ou en garanties, la confiance des partenaires bancaires de ces entreprises.

La nature des interventions des structures du groupe IRD contribuent donc à renforcer la pérennité des entreprises régionales.

Par ailleurs, les équipes du groupe assurent, un accompagnement permanent des entrepreneurs en leur apportant un regard externe sur la situation de leur entreprise et dans les démarches à destination des partenaires bancaires, voire même des clients potentiels.

Ce rôle d'accompagnement et ces relations étroites développées avec les chefs d'entreprises sont, dans une conjoncture délicate, déterminants car ils facilitent l'identification en amont d'éventuelles difficultés et permettent d'engager, en liaison avec les chefs d'entreprises, les mesures que l'évolution de la société impose.

Au cours du premier semestre 2009, le groupe IRD a ainsi été amené à jouer un rôle de coordination des partenaires financiers, en liaison avec les dispositifs mis en place dans le cadre de la loi de sauvegarde des entreprises. Ces actions conjointes ont ainsi permis de sauvegarder plusieurs dizaines d'emplois et de mettre en œuvre les mesures de restructuration indispensables.

Par ailleurs, le groupe IRD a mis en place un suivi trimestriel de l'évolution des cotations Banque de France notamment en ce qui concerne les activités de garantie, afin de pouvoir intervenir au plus tôt en cas de dégradation. Il faut également préciser que, concernant les activités de capital développement, les pactes imposent la production d'éléments financiers trimestriels.

Si ces mesures ont participé à anticiper d'éventuelles difficultés, l'importance des dotations aux provisions sur les activités de capital développement, au regard soit de la dégradation financière des entreprises soit d'informations permettant de prévoir une détérioration de cette situation, montrent la vigilance et la transparence que le groupe maintient sur l'évolution de ses portefeuilles d'investissement.

Le second semestre pourrait être marqué par des provisions complémentaires sur certaines lignes, si la dégradation de la situation financière de certaines entreprises se poursuit. Pour autant, comme au cours du premier semestre, ces risques potentiels sont concentrés sur un très faible nombre de lignes de participation ou de garanties.

Activités immobilières

Le groupe IRD est peu touché par la dégradation du marché immobilier.

En effet, la quasi-totalité des opérations sur lesquelles le groupe est engagé concerne soit des opérations réalisées en association avec les entrepreneurs locataires de ces bâtiments, soit des opérations garanties par des baux longs avec des signatures de premier ordre.

En revanche, il n'est pas dans la politique de l'IRD d'engager des opérations à caractère spéculatif.

Placements financiers

Le groupe IRD n'a pas vocation à engager des opérations à caractère spéculatif sur les marchés financiers.

Certains placements bénéficiant de garanties de capital indexées sur des index boursiers ont été provisionnés en 2008. Ces opérations ont été soit dénouées début 2009, soit restructurées pour les sécuriser. Seules ont été maintenues, les opérations qui comportaient des garanties en capital dégressives et dont les perspectives de redressement, compte tenu de la durée de ces placements, est apparue raisonnable. Le comité financier qui se réunit de façon périodique assure un suivi régulier de l'évolution de ces placements afin d'en assurer la sécurité.

Au-delà, les règles de liquidité des actifs financiers ont été précisées. Elles ont amené les équipes financières à orienter les placements sur des supports totalement garantis à échéance 6/9 mois.

En conclusion, le groupe IRD a pour mission de contribuer au développement du tissu économique régional. Sa vocation n'est ni d'engager des positions spéculatives au niveau de ses placements financiers ni au niveau de ses activités commerciales. Les positions d'investissement ou de placement se conforment pleinement à ces missions.

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Je soussigné,

Monsieur Marc VERLY, Directeur Général de L'INSTITUT REGIONAL DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION NORD PAS DE CALAIS,

Atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés arrêtés au 30/06/2009 pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice 2009, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à LILLE,

Le 23 septembre 2009

Marc VERLY

Fiduciaire du Nord
Membre de KPMG

159 avenue de la Marne
59705 Marcq-en-Barœul

Aequitas

Département Audit
22/24 avenue du Peuple Belge
59000 Lille

**Institut Régional de Développement de
la région Nord Pas-de-Calais SA**

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle 2009**

Période du 1er janvier au 30 juin 2009
Institut Régional de Développement de la région Nord Pas-de-
Calais SA
Euralliance Porte A - 2 avenue de Kaarst - 59777 Euralille

Institut Régional de Développement de la région Nord Pas-de-Calais SA

Siège social : Euralliance Porte A - 2 avenue de Kaarst - 59777 Euralille
Capital social : €44 274 913,24

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2009

Période du 1er janvier au 30 juin 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Institut Régional de Développement de la région Nord Pas-de-Calais SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Marcq en Baroeul, le 24 septembre 2009

Lille, le 24 septembre 2009

Fiduciaire du Nord
Membre de KPMG

Aequitas

Patrick Lequint
Associé

Benoit Vanderschelden
Associé